

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL**

Direction du Greffe



Federale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
**ALGEMENE DIRECTIE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN**  
Directie van de Griffie

### ERRATUM

Sous-commission paritaire de la  
préparation du lin  
n° 120.02

**CCT n° 75646/CO/120.02  
du 15/06/2005**

Correction du texte en français :

- l'article 6 doit être complété  
comme suit : « *L'organisateur du  
plan de pension sectoriel social est le  
Fonds social et de garantie de la  
préparation du lin, Poortakkerstraat  
100, 9051 Gent* ».

Correction du texte en français :

- l'article 7 doit être lu comme suit :  
« *En application de l'Article H de la  
LPC, l'organisme de pension choisi  
est ING Insurance sa, dont le siège  
social est établi au Cour  
Saint-Michel, 70 à 1040  
Bruxelles.* ».

- la première phrase de l'alinéa 3 de  
l'article 15 « *La présente CCT peut  
être dénoncée par chacune des*

### ERRATUM

Paritair subcomité voor de  
vlasbereiding  
nr. 120.02

**CAO nr. 75646/CO/120.02  
van 15/06/2005**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- het artikel 6 moet vervolledigd  
worden zoals volgt : « *L'organisateur  
du plan de pension sectoriel social  
est le Fonds social et de garantie de  
la préparation du lin,  
Poortakkerstraat 100, 9051 Gent* ».

Verbetering van de Nederlandstalige  
tekst :

- het artikel 7 moet gelezen worden  
zoals volgt : « *Bij toepassing van  
Artikel 8 van de WAP wordt als  
pensioeninstelling gekozen ING  
Insurance nv, met maatschappelijke  
zetel Sint-Michielswarande, 70 te  
1040 Brussel.* ».

- de eerste zin van de derde alinea  
van artikel 15 « *Deze CAO kan door  
elk der partijen worden beëindigd,*

*parties, moyennant un préavis de six mois signifié par courrier recommandé adressé au président de la Commission paritaire de la préparation du lin. » doit être lue comme suit : « La présente CCT peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de six mois signifié par courrier recommandé adressé au président de la **Sous-commission paritaire** de la préparation du lin. ».*

- la première définition de l'article 4 du Règlement de solidarité doit être comprise comme suit : « **Sous-Commission paritaire** : »

**Décision du**

*mits een opzegging van zes maanden wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de vlasbereiding. » moet zoals volgt gelezen worden : « Deze CAO kan door elk der partijen worden beëindigd, mits een opzegging van zes maanden wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het **Paritair Subcomité** voor de vlasbereiding. ».*

- de eerste definitie van artikel 4 van het Solidariteitsreglement moet zoals volgt verbeterd worden : « **Paritair Subcomité** : »

**Beslissing van**

25-06-2005

26-07-2005

NR. 75.646/CO/120.02

## Sous-commission paritaire pour la préparation du lin

### Convention collective de travail du 15 juin 2005

### Convention collective de travail remplaçant la convention collective de travail instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers de la préparation du lin

#### **Article 1. Objet du régime de pension**

Cette Convention Collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers ressortissant à la Sous-Commission Paritaire N° 120.02 pour la préparation du lin.  
Par ouvriers, il faut entendre aussi bien les ouvriers que les ouvrières.

#### **Article 2. Force obligatoire**

Les parties demandent la force obligatoire.

#### **Article 3. Notions et définitions**

Pour l'application de cette CCT, on entend par :

##### LPC:

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003).

##### Salaire :

Le salaire total des ouvriers soumis aux cotisations de sécurité sociale, sans la majoration de 8% pour le pécule de vacances.

##### CCT du 14 décembre 1999 :

Convention collective de travail du 14 décembre 1999 "introduisant un système de complément sectoriel au régime de pension légal", enregistrée le 5 avril 2000 sous le numéro 54528/CO/122), déclarée obligatoire par Arrêté royal le 10 mai 2001 (M.B. 7 septembre 2001).

##### AR Prestations de solidarité :

Arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux (M.B. 14 novembre 2003).

##### Prime d'inventaire :

Prime après retenue des charges d'inventaire

8

#### Article 4. Objectif

La présente CCT a pour unique objet d'instaurer un régime de pension complémentaire pour les ouvriers de la préparation du lin et d'en fixer les règles.

Le but de ce régime de pension est de garantir, en dehors des obligations légales concernant les pensions et leur augmentation :

- à l'affilié proprement dit, un capital ou une rente viagère s'il est vivant à la date d'expiration;
- aux bénéficiaires mentionnés dans le règlement de pension, un capital ou une rente viagère de survie en cas de décès de l'affilié avant l'échéance stipulée dans le règlement de pension.

La présente Convention collective de travail est conclue en particulier dans le cadre de l'article 10 de la LPC; il s'agit en effet d'un régime de pension sectoriel social. Ce plan social de pension bénéficie du statut particulier fixé à l'article 176<sup>2</sup>,4<sup>o</sup>bis du Code des taxes assimilées au timbre et à l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, pour autant qu'il réponde aux conditions légales stipulées à l'Article 10, §1 de la LPC.

#### Article 5. Règlement de pension et règlement de solidarité

Le règlement de pension et le règlement de solidarité font partie intégrante de la présente CCT et figurent respectivement à l'annexe 1 et à l'annexe 2 de la présente CCT.

#### Article 6. Organisateur

L'organisateur du plan de pension sectoriel social est le Fonds social et de garantie de la préparation du lin.

*Portakkerstraat 100, 1051 Gent*

3

#### Article 7. Exécutant de l'Engagement de pension

En application de l'Article 8 de la LPC, ING Insurance sa, ayant son siège social avenue ~~Henri~~ *au Coeur Sacré-Michel* ~~Matisse 16, 1140 Evere~~, est désignée comme organisme de pension.

*au Coeur Sacré-Michel  
7001  
1040  
Bruxelles*

5

#### Article 8. Exécutant de l'Engagement de solidarité

En application de l'Article 47 de la LPC, l'exécution de l'engagement de solidarité est confiée au Fonds de sécurité d'existence pour les ouvriers de la préparation du lin, *Portakkerstraat 100,* (adresse)", qui gèrera l'engagement de solidarité distinctement de ses autres activités.

*1051 Gent*

*Portakkerstraat 100,*

*5 19/25  
7*

#### Article 9. Contributions

Les droits à ces couvertures de solidarité et leurs niveaux seront définis dans un règlement de solidarité.

L'ensemble des couvertures de solidarité est une obligation de moyens. Cela signifie que les niveaux des prestations peuvent être adaptés par l'organisateur, en vue du maintien de l'équilibre financier, conformément aux dispositions de la LPC, de l'AR prestations de solidarité et de l'AR du 14 novembre 2003 fixant les règles relatives au financement et à la gestion d'un engagement de solidarité (M.B. 14 novembre 2003).

### **Article 13. Comité de surveillance**

Conformément à l'article 41 de la LPC, un comité de surveillance à composition paritaire est créé.

### **Article 14. Fonctionnement dans le temps du régime de pension**

En exécution de la présente CCT, le régime de pension entre en vigueur à partir du 1er janvier 2004.

### **Article 15. Entrée en vigueur et modalités de dénonciation de la CCT**

La présente CCT remplace la CCT du 22/12/2004 et les dispositions qui y sont reprises. La présente CCT entre en vigueur le 15 juin 2005 et est conclue pour une durée indéterminée.

La présente CCT peut être modifiée moyennant l'accord de toutes les parties et respect des procédures de modification stipulées dans la LPC.

La présente CCT peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de six mois signifié par courrier recommandé adressé au président de la Commission paritaire de la préparation du lin. La dénonciation n'est valable que moyennant le respect de l'article 10, §1,3° de la LPC, ce qui signifie que la décision d'abrogation du régime de pension sectoriel social n'est valable que si elle a été adoptée par 80% des voix des membres effectifs ou suppléants nommés au sein de la sous-commission paritaire et représentant le patronat et par 80% des voix des membres effectifs ou suppléants nommés au sein de la sous-commission paritaire et représentant les travailleurs.

La contribution totale est fixée à 0,60 % du salaire. La contribution totale est divisée en une contribution pour le régime de pension, à savoir la contribution patronale, et une contribution pour le régime de solidarité, à savoir la cotisation de solidarité.

La contribution patronale s'élève à 0,57% du salaire. Cette contribution patronale est utilisée pour financer la constitution d'une pension complémentaire décrite à l'article 11 de la présente CCT. La prime d'inventaire versée sur le compte individuel auprès de l'organisme de pension est égale au montant susmentionné diminué des taxes dues sur ce montant et des frais qui sont imputés sur les primes par l'organisme de pension pour assurer la gestion du régime de pension. Le pourcentage de frais applicable est mentionné par l'organisme de pension dans le contrat d'assurance de groupe.

La cotisation de solidarité s'élève à 0,03 % du salaire. Cette cotisation de solidarité est utilisée pour financer les prestations de solidarité définies à l'article 12 de la présente CCT.

### **Article 10. Prime unique au début du régime de pension**

Les réserves constituées dans le cadre de la CCT du 14 décembre 1999 sont utilisées comme prime unique pour les affiliés actifs au 1er janvier 2004 sur une base individualisée. Cette prime unique est utilisée conformément à la répartition mentionnée à l'article 9 de la présente CCT. Après le 1er janvier 2004, ces affiliés n'ont plus de droits sur la base de la CCT du 14 décembre 1999.

### **Article 11. Combinaison d'assurances**

Les contributions patronales sont utilisées dans une combinaison d'assurances capital différé avec contre-assurance de la réserve (CDACR).

Les droits à la pension complémentaire sont déterminés conformément au règlement de pension qui sera joint à l'annexe 1 de la présente CCT.

### **Article 12. Couvertures de solidarité**

Les cotisations de solidarité pour l'engagement de solidarité, pour autant que les moyens soient disponibles, sont utilisées dans les couvertures de solidarité suivantes :

- conformément à l'article 1,1 °,a de l'AR prestations de solidarité, le financement de la constitution de la pension complémentaire de retraite et/ou de survie, durant les périodes de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et le chômage pour cause de force majeure, grève ou lock-out ou à la suite d'une fermeture pour vacances annuelles.
- conformément à l'article 1,1 °,c de l'AR prestations de solidarité, le financement de la constitution de la pension complémentaire de retraite et/ou de survie durant les périodes indemnisées d'incapacité de travail pour cause de maladie, invalidité, repos d'accouchement ou maternité, ainsi que les périodes couvertes par une incapacité de travail temporaire en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.
- conformément à l'article 1,2),b de l'AR prestations de solidarité, la compensation sous forme de rente d'une perte de revenus en cas de décès pendant la carrière professionnelle, limitée à 20.000 euros par an. Les rentes visées dont le montant annuel est inférieur à 300 euros peuvent être liquidées sous forme de capital.

21-06-2005

26-07-2005

NR.

75.646 /CO/120.02

## Paritair Subcomité voor de vlasbereiding

### Collectieve Arbeidsovereenkomst van 15 juni 2005

### Collectieve Arbeidsovereenkomst tot vervanging van de CAO van 22 december 2004 tot invoering van een sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de Vlasbereiding

#### **Artikel 1. Voorwerp van het pensioenstelsel**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden die ressorteren onder het onder het Paritair Subcomité N° 120.02 voor de vlasbereiding. Met werklieden worden ook de werksters bedoeld.

#### **Artikel 2. Algemeenverbindendheid**

De partijen vragen de algemeenverbindendverklaring aan.

#### **Artikel 3. Begrippen en definities**

Voor de toepassing van deze CAO worden verstaan onder :

##### WAP:

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003).

##### Loon :

Het totaal loon van de werklieden onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, zonder de verhoging van 8 % voor het vakantiegeld.

##### CAO van 14 december 1999 :

Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 1999 ter "Invoering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van het wettelijk pensioenstelsel", geregistreerd op 5 april 2000 onder nummer 54528/CO/122), algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit op 10 mei 2001 (B.S. 7 september 2001).

##### KB Solidariteitsprestaties :

Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels (B.S. 14 november 2003).


Inventarispremie : premie na afhouding van de inventaristoelagen.

#### **Artikel 4. Doelstelling**

Onderhavige CAO heeft als enig onderwerp het invoeren van het aanvullend pensioenstelsel voor de werklieden van de Vlasbereiding en de regels ervan vast te leggen.

Het doel van dit pensioenstelsel is het garanderen, buiten de wettelijke verplichtingen inzake pensioenen en ter verhoging ervan, van:

- Aan de aangeslotene zelf, een kapitaal of een levenslange lijfrente indien hij in leven is op de eindleeftijd;



Aan de begunstigde zoals bepaald in het pensioenreglement, een kapitaal of een levenslange overlevingsrente in geval van overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum zoals bepaald in het pensioenreglement.

Deze Collectieve **Arbeidsovereenkomst** wordt in het bijzonder afgesloten in het kader van artikel 10 van de WAP ; het betreft immers een sociaal sectorpensioenstelsel. Dit sociaal pensioenplan geniet van het bijzonder statuut, vastgesteld artikel 176<sup>2</sup>,4<sup>bis</sup> van het Wetboek van met **zegel** gelijkgestelde taken en in artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het **concurrentievermogen**, vermits het aan de wettelijke voorwaarden voldoet zoals bepaald in Artikel 10,§1 van de WAP.

#### Artikel 5. Pensioenreglement en solidariteitsreglement

Het pensioenreglement en het solidariteitsreglement maken integraal deel uit van onderhavige CAO en vindt men respectievelijk in bijlage 1 en bijlage 2 aan deze CAO.

#### Artikel 6. Inrichter

De inrichter van het sociaal sectorpensioenplan is het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding, Poortakkerstraat 100, 9051 Gent.

#### Artikel 7. Uitvoerder van de Pensioentoezegging

Bij toepassing van Artikel 8 van de WAP wordt ING Insurance nv, met maatschappelijke zetel ~~Hami~~ *70, rue 1040 Brussel* als pensioeninstelling aangeduid.

#### Artikel 8. Uitvoerder van de Solidariteitstoezegging

Bij toepassing van Artikel 47 van de WAP wordt de uitvoering van de solidariteitstoezegging toevertrouwd aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding, Poortakkerstraat 100, 9051 Gent, dat de solidariteitstoezegging afgezonderd van zijn andere activiteiten zal beheren.

#### Artikel 9. Bijdragen

De totale bijdrage wordt vastgesteld op 0,60 % van het loon. Deze totale bijdrage wordt omgedeeld in de bijdrage voor het pensioenstelsel, namelijk de werkgeversbijdrage, en een bijdrage voor het solidariteitsstelsel, namelijk de solidariteitsbijdrage.

De werkgeversbijdrage bedraagt 0,57 % van het loon. Deze werkgeversbijdrage wordt aangewend tot financiering van de opbouw van een aanvullend pensioen zoals beschreven in artikel 11 van onderhavige CAO. De inventarispremie die op de individuele rekeningen bij de pensioeninstelling wordt gestort is gelijk aan bovenstaand bedrag verminderd met de hierop verschuldigde taken en de kosten die door de pensioeninstelling voor het uitvoeren van het beheer van het pensioenstelsel worden aangerekend op de premies. Het van toepassing zijnde kostenpercentage wordt door de pensioeninstelling vermeld in de groepsverzekeringsovereenkomst.

De solidariteitsbijdrage bedraagt 0,03 % van het loon. Deze solidariteitsbijdrage wordt aangewend tot financiering van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 12 van onderhavige CAO.

#### Artikel 10. Eenmalige koopsom bij aanvang van het pensioenstelsel

De reserves opgebouwd in het kader van de CAO van 14 december 1999 worden voor de op 1 januari 2004 actieve aangeslotenen op geïndividualiseerde basis aangewend als éénmalige koopsom. Deze koopsom wordt aangewend overeenkomstig de verdeling in artikel 9 van onderhavige CAO. Deze



aangesloten hebben na 1 januari 2004 geen rechten meer op basis van de CAO van 14 december 1999.

### Artikel 11. Verzekeringscombinatie

De werkgeversbijdragen worden aangewend in een verzekeringscombinatie Uitgesteld Kapitaal met Tegenverzekering van de Reserve (UKMTR).  
De aanspraken op het aanvullend pensioen worden bepaald overeenkomstig het pensioenreglement, dat als bijlage 1 aan onderhavige CAO zal worden gehecht.

### Artikel 12. Solidariteitsdekkingen

De solidariteitsbijdragen voor de solidariteitstoezegging worden, voor zover de middelen beschikbaar zijn, aangewend binnen volgende solidariteitsdekkingen :

- conform artikel 1,1°,a van het KB solidariteitsprestaties, de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen, tijdens de periodes van tijdelijke werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en de werkloosheid ten gevolge van overmacht, staking of lock-out of ten gevolge van een sluiting wegens jaarlijkse vakantie.
- conform artikel 1,1°,c van het KB solidariteitsprestaties, de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen tijdens de vergoede periodes van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte, invaliditeit, bevallings- of zwangerschapsrust, en de periodes die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte ;

conform artikel 1,2),b van het KB solidariteitsprestaties, de vergoeding onder vorm van rente van inkomstenverlies bij overlijden tijdens de beroepsloopbaan beperkt tot 20.000 euro per jaar. De renten waarvan het jaarlijkse bedrag kleiner is dan 300 euro mogen in kapitaal worden vereffend.

De aanspraken op en de niveaus van deze solidariteitsdekkingen zullen worden bepaald in het solidariteitsreglement.

Het geheel van solidariteitsdekkingen is een middelenverbintenis. Dit wil zeggen dat de niveaus van de prestaties door de inrichter kunnen worden aangepast, met het oog op het behoud van het financieel evenwicht, overeenkomstig de bepalingen van de WAP, het KB solidariteitsprestaties en het KB van 14 november 2003 tot vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van een solidariteitstoezegging (B.S. 14 november 2003).

### Artikel 13. Toezichtscomité

Er wordt conform artikel 41 van de WAP een toezichtscomité opgericht dat paritair samengesteld wordt.

### Artikel 14. Werking in de tijd van het pensioenstelsel

In uitvoering van deze CAO treedt het pensioenstelsel in werking vanaf 1 januari 2004.

### Artikel 15. Inwerkingtreding en opzeggingsmodaliteiten van de CAO

Deze CAO vervangt de CAO van 22 december 2004 en de hierin opgenomen bepalingen. Deze CAO treedt in werking op 15 juni 2005 en wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Deze CAO kan gewijzigd worden mits akkoord van alle partijen en mits naleving van de procedures van wijziging zoals bepaald in de WAP.

Deze CAO kan door elk der partijen worden beëindigd, mits een opzegging van zes maanden wordt betekend per aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de

*Subcomité*

4

vlasbereiding. De opzegging is alleen geldig voor zover artikel 10,§1,3° van de WAP wordt nageleefd, wat betekent dat de beslissing tot opheffing van het sociaal sectoraal pensioenstelsel alleen geldig is wanneer zij 80 % van de stemmen van de, in het paritair subcomité benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80 % van de stemmen van de, in het paritair subcomité benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen heeft.

## Règlement de solidarité

Siège social  
Cours Saint-Michel 70, 1040 Bruxelles  
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96  
E info@inginsurance.be

Siège d'Anvers  
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen  
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87  
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90  
IBAN BE34 3200 0027 3690  
BIC BBRUBEBB  
RPM Bruxelles - TVA BE 0404.500.094

**TABLE DES MATIERES**

1.	<b>OBJET ET BUT DE L'ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ</b>	
	Article 1 Objet.....	3
	Article 2 But.....	3
2.	<b>FONCTIONNEMENT DANS LE TEMPS</b>	
	Article 3 Date d'entrée en vigueur et date d'expiration de l'engagement de solidarité.....	3
3.	<b>DEFINITIONS</b>	
	Article 4 Définitions.....	3
4.	<b>ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ</b>	
	Article 5 Exécution de l'engagement de solidarité.....	5
	Article 6 Modification de l'organisme de solidarité.....	5
	Article 7 Conditions d'affiliation.....	5
	Article 8 Prestations de solidarité.....	6
	Article 9 Bénéficiaire.....	7
	Article 10 Modification et cessation de l'engagement de solidarité.....	8
5.	<b>FONDS DE SOLIDARITE</b>	
	Article 11 Organisation du fonds de solidarité.....	8
	Article 12 Financement du fonds de solidarité.....	8
	Article 13 Affectation des avoirs du fonds de solidarité.....	8
	Article 14 Mesures en cas d'échec du plan de redressement et modalités de liquidation.....	9
	Article 15 Non-paiement de la cotisation engagement de solidarité.....	9
6.	<b>RENSEIGNEMENTS ET OBLIGATION D'AVIS</b>	
	Article 16 Avis annuel de l'actuaire désigné.....	10
	Article 17 Rapport de transparence annuel.....	10
	Article 18 Le règlement de solidarité.....	10
	Article 19 Diffusion d'informations à l'affilié.....	10
7.	<b>FISCALITE</b>	
	Article 20 Le statut particulier visé à l'article 10 de la LPC.....	10
	Article 21 Limitation de la prestation exonération de prime.....	11
	Article 22 Retenues fiscales et parafiscales.....	11
8.	<b>ASSURANCES</b>	
	Article 23 Assurance de la prestation de solidarité en cas de décès de l'affilié.....	11
9.	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
	Article 24 Obligations de l'affilié.....	11
	Article 25 Obligations de l'organisme de solidarité vis-à-vis de la CBFA.....	11
	Article 26 Protection de la vie privée.....	12
	Article 27 Droit applicable.....	12

Handwritten signatures and stamps, including a circular stamp on the left and several overlapping signatures on the right.

## 1. OBJET ET BUT DE L'ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ

### Article 1 Objet

En exécution de la CCT du 22 décembre 2004, le Fonds social et de garantie de la préparation du lin organise un engagement de solidarité au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin qui satisfont aux conditions d'affiliation stipulées ci-après dans le règlement de solidarité.

### Article 2 But

Le but du présent règlement consiste à définir les conditions et modalités des prestations de solidarité. Par conséquent, l'engagement de pension introduit par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin pourrait bénéficier du statut particulier visé à l'article 10 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

## 2. FONCTIONNEMENT DANS LE TEMPS

### Article 3 Date d'entrée en vigueur et date d'expiration de l'engagement de solidarité

La date d'entrée en vigueur de l'engagement de solidarité est le 1er janvier 2004.

L'engagement de solidarité coïncide toujours avec l'engagement de pension instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

L'engagement de solidarité prend fin automatiquement au moment où il est mis un terme à l'engagement de pension instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

## 3. DEFINITIONS

### Article 4 Définitions

*5,* Commission paritaire:

La sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

Engagement de pension:

L'engagement de pension instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

Engagement de solidarité:

L'engagement de solidarité instauré par la CCT du 22 décembre 2004 au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin qui satisfont aux conditions d'affiliation telles que déterminées ci-après dans le règlement de solidarité.

Organisateur:

L'organisateur de l'engagement de solidarité est le Fonds social et de garantie de la préparation du lin.

Organisme de solidarité:

L'organisme de solidarité est l'organisme qui exécute l'engagement de solidarité, à savoir le Fonds de sécurité d'existence de la préparation du lin, établi à 9051 Gent, Poortakkerstraat 100.

Organisme de pension:

L'organisme de pension est l'organisme qui exécute l'engagement de pension, à savoir ING Insurance SA, établie à 1040 Bruxelles, Cours Saint-Michel 70.

Employeur:

Les entreprises qui emploient du personnel ressortant de la commission paritaire qui tombe sous le champ d'application de la CCT du 22 décembre 2004.

Affilié:

Le travailleur qui répond aux conditions d'affiliation décrites ci-après.

Bénéficiaire:

La (les) personne(s) physique(s) ou morale(s) à qui le versement doit être effectué conformément au règlement de solidarité.

Compte individuel:

Le compte individuel prévu par affilié au sein de l'organisme de pension et sur lequel la prime de l'engagement de pension est versée par affilié actif de l'engagement de pension.

Cotisation de l'engagement de solidarité:

Le montant payé par l'employeur en vue du financement de l'engagement de solidarité, en exécution de la CCT sectorielle déterminant les cotisations de l'engagement de solidarité. Les CCT sectorielles successives sont jointes en annexe au règlement de solidarité et en font partie intégrante. Au début de l'engagement de solidarité, c'est la CCT du 22 décembre 2004 qui est applicable.

Sortie:

La fin du contrat de travail autrement que par décès ou la mise à la retraite, pour autant que l'affilié n'a pas conclu un nouveau contrat de travail avec un employeur.

Fonds de solidarité:

Régime de réserve collective géré conformément aux objectifs et dispositions définis dans le présent règlement. Le fonds de solidarité est logé auprès de l'organisme de solidarité et est géré tout à fait séparément des autres activités de l'organisme de solidarité.

Comité de surveillance:

Le comité au sein de l'organisme de solidarité composé pour moitié de membres qui représentent le personnel au profit duquel l'engagement de solidarité a été instauré, et pour l'autre moitié d'employeurs.

CBFA:

La Commission bancaire, financière et des assurances, fondée par la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, et l'Arrêté Royal du 25 mars 2003.

LPC:

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

AR vie:

L'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie.

AR prestations de solidarité:

L'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux.

AR financement engagement de solidarité :

L'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité.

ONSS:

L'Office national belge de sécurité sociale.

Tarif de risque:

L'ensemble des règles de tarification appliquées par l'assureur aux risques assurés telles que consignées dans le dossier technique auprès de la CBFA en application de l'AR vie. Ces règles de tarification comprennent des dispositions relatives au rendement, à la table de mortalité éventuellement utilisée et aux frais imputés.

## 4. ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ

### Article 5 Exécution de l'engagement de solidarité

En exécution de la CCT du 22 décembre 2004, l'engagement de solidarité est exécuté par l'organisme de solidarité.

L'organisme de solidarité désigne un actuaire qui répond aux conditions fixées dans l'Arrêté Royal du 22 novembre 1994 portant exécution de l'article 40 bis de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

A la fin de chaque exercice, l'organisme de solidarité est chargé d'établir un compte des résultats et un bilan actif et passif du fonds de solidarité. L'organisme de solidarité envoie ces documents à la CBFA dans le mois qui suit leur approbation.

### Article 6 Modification de l'organisme de solidarité

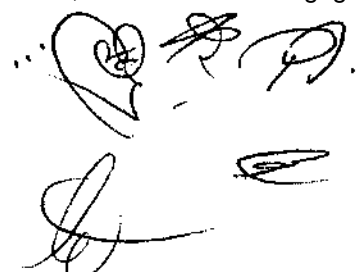
L'organisme de solidarité peut être modifié par CCT. Dans ce cas, le fonds de solidarité est cédé au nouvel organisme de solidarité. Cette modification ne peut engendrer aucune indemnité ou perte de rendement à charge de l'affilié. Au moment de la cession, aucun frais ni aucune indemnité ne peuvent être prélevés des réserves.

L'organisateur informe au préalable la CBFA à propos de cette modification et de la cession du fonds de solidarité qui en découle éventuellement.

L'organisateur informe au préalable les affiliés de cette modification par simple courrier.

### Article 7 Conditions d'affiliation

Tous les ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin tels que définis dans la CCT du 22 décembre 2004 qui, à la date d'entrée en vigueur de l'engagement de solidarité ou à toute date ultérieure, sont liés par un contrat de travail avec un employeur, quelle que soit la nature de ce contrat de travail, sont affiliés à l'engagement de solidarité.



## Article 8 Prestations de solidarité

Pour autant que les moyens soient disponibles, les prestations de solidarité suivantes sont prévues pour les affiliés à l'engagement de solidarité:

- Prestation 1:  
Conformément à l'article 1,1°,c de l'AR prestations de solidarité: le financement de la constitution de la pension complémentaire de retraite et/ou de survie pendant les périodes indemnisées d'incapacité de travail pour cause de maladie, invalidité, repos d'accouchement ou maternité, ainsi que les périodes couvertes par une incapacité de travail temporaire en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.  
Une prestation de solidarité de 0,05 EUR par jour d'inactivité dans ce cadre est prévue durant une période ininterrompue de maximum 730 jours calendrier.
- Prestation 2:  
Conformément à l'article 1,1°,a de l'AR prestations de solidarité:, le financement de la constitution de la pension complémentaire de retraite et/ou de survie, pendant les périodes de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, ainsi que le chômage par suite de force majeure, par suite de grève ou **lock-out** ou par suite de fermeture pour cause de vacances annuelles.  
Une prestation de solidarité de 0,05 EUR par jour d'inactivité dans ce cadre est prévue sans limitation de fréquence ni de durée.
- Prestation 3:  
Conformément à l'article 1,2°,b de l'AR prestations de solidarité: la compensation sous forme de rente d'une perte de revenus en cas de décès pendant la carrière professionnelle, limitée à 20.000,00 EUR par an. Les rentes dont le montant annuel est inférieur à 300,00 EUR peuvent être liquidées sous forme de capital.  
Compensation d'une perte de revenus en cas de décès du participant sous la forme d'une rente temporaire inconditionnelle, non **transmissible** et non indexable, d'une durée de 5 ans de 120,00 EUR par an. Dans les limites stipulées dans la LPC et l'AR prestations de solidarité, le montant nominal des rentes est octroyé cumulativement au moment du décès. Le bénéficiaire a toujours le droit de demander le versement sous la forme d'un capital unique.

L'engagement de solidarité est une obligation de moyens. Cela a pour conséquence que le niveau des prestations de solidarité peut être adapté par l'organisateur en fonction des moyens disponibles conformément à l'AR financement engagement de solidarité en ce qui concerne les prestations qui ne sont pas encore (tout à fait) indemnisées. Si le niveau des prestations de solidarité est réduit, ce sera toujours d'abord la prestation 1 qui sera réduite, puis la prestation 2 et en dernier lieu la prestation 3.

Les prestations de solidarité entrent en vigueur à la date de début de l'engagement de solidarité.

Dès qu'un affilié ne répond plus aux conditions d'affiliation, il ne peut plus prétendre aux prestations de solidarité.



## Article 9 Bénéficiaire

- La prestation en cas de décès de l'affilié :

En cas de décès de l'affilié, la prestation de solidarité en cas de décès est versée au bénéficiaire, comme stipulé conformément au règlement de pension de l'engagement de pension à l'exception du fonds de financement de l'engagement de pension.

Le versement se fait en principe à partir du fonds de solidarité. En l'absence de bénéficiaire, la prestation reste dans le fonds de solidarité.

Si la prestation en cas de décès de l'affilié est assurée auprès d'un assureur et si les assurés du contrat d'assurance sont les affiliés, le versement ne se fera pas à partir du fonds de solidarité, mais à partir de l'assureur. En l'absence de bénéficiaire, à l'exception du fonds de financement de l'engagement de pension, la prestation est versée dans le fonds de solidarité.

L'organisme de solidarité, ou l'assureur si la prestation en cas de décès de l'affilié est assurée auprès d'un assureur, peut demander tout document complémentaire pour vérifier l'identité du bénéficiaire.

- La prestation en cas d'incapacité de travail:

En cas d'incapacité de travail de l'affilié, la prestation de solidarité en cas d'incapacité de travail est octroyée à l'organisme de pension sur le compte individuel de l'affilié.

L'organisateur communique, avant la date d'exigibilité stipulée dans l'engagement de pension, la prestation en cas d'incapacité de travail à l'organisme de solidarité.

Le versement se fait en principe à partir du fonds de solidarité.

Toutefois, si la prestation en cas d'incapacité de travail de l'affilié est assurée auprès d'un assureur et si l'assuré du contrat d'assurance est l'affilié, le versement ne viendra pas du fonds de solidarité, mais de l'assureur.

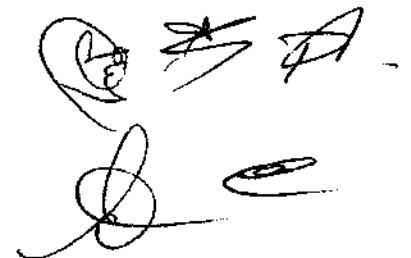
- La prestation en cas de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail ainsi que le chômage par suite de force majeure, par suite de grève ou lock-out ou par suite de fermeture pour cause de vacances annuelles:

En cas de chômage de l'affilié, la prestation de solidarité en cas de chômage est octroyée à l'organisme de pension sur le compte individuel de l'affilié.

L'organisateur communique, avant la date d'exigibilité stipulée dans l'engagement de pension, la prestation en cas de chômage à l'organisme de solidarité.

Le versement se fait en principe à partir du fonds de solidarité.

Toutefois, si la prestation en cas de chômage de l'affilié est assurée auprès d'un assureur et si l'assuré du contrat d'assurance est l'affilié, le versement ne viendra pas du fonds de solidarité, mais de l'assureur.



## Article 10 Modification et cessation de l'engagement de solidarité

L'engagement de solidarité peut être modifié ou arrêté par une CCT sectorielle modifiant ou annulant la CCT du 22 décembre 2004. Dans ces cas, le règlement de solidarité sera également modifié ou terminé. Si l'équilibre financier du fonds de solidarité est perturbé (tant dans le sens positif que dans le sens négatif), une modification de l'engagement de pension est obligatoire.

Si l'engagement de solidarité est modifié dans le cadre de l'échec du plan de redressement et si les mesures prises sont insuffisantes, il est irrévocablement mis fin à l'engagement de solidarité.

En cas de cessation de l'engagement de solidarité, le fonds de solidarité est liquidé en parts égales au profit des affiliés qui, à la date de la liquidation du fonds de solidarité, sont employés chez un employeur au moyen d'un contrat de travail et qui satisfont aux conditions d'affiliation de l'engagement de solidarité. Le fonds de solidarité ne peut jamais être remboursé en tout ou en partie à l'organisateur, à l'organisme de solidarité et/ou à l'employeur.

Une modification ou une cessation de l'engagement de solidarité peut uniquement être effectuée moyennant l'avis de l'actuaire désigné à propos de cette décision.

## 5. FONDS DE SOLIDARITE

### Article 11 Organisation du fonds de solidarité

En exécution du présent règlement de solidarité, un fonds de solidarité est organisé auprès de l'organisme de solidarité.

### Article 12 Financement du fonds de solidarité

Le fonds de solidarité est financé par:

- La cotisation de l'engagement de solidarité. Elle est communiquée avant la date d'exigibilité par l'organisateur et est versée sur le compte en banque de l'organisme de solidarité. Le versement se fait chaque trimestre, au plus tard le 01/03, 01/06, 01/09 et 01/12. L'organisme de solidarité transfère immédiatement ces montants vers le fonds de solidarité.
- Les résultats financiers réalisés par le fonds sur fonds propres.
- Les prestations de solidarité en cas de décès dans la mesure où il n'y a pas de bénéficiaire.
- Les prestations de solidarité en cas de décès dans la mesure où elles n'ont pas été réclamées dans les 3 ans par le bénéficiaire.

### Article 13 Affectation des avoirs du fonds de solidarité

Les avoirs du fonds de solidarité peuvent uniquement être affectés pour le paiement :

- de prestations de solidarité en exécution du règlement de solidarité;
- de primes d'assurance en exécution d'un contrat d'assurance couvrant le risque d'une ou plusieurs prestations de solidarité auprès d'un assureur;
- les frais propres à la gestion de l'engagement de solidarité.

Conformément à l'AR financement engagement de solidarité, les avoirs doivent être affectés en partie pour la constitution:

- de provisions pour prestations en cours de paiement;
- de provisions de vieillissement pour fluctuation des risques en cas de loi de survenance à taux croissant avec l'âge;
- de provisions pour faire face aux écarts relatifs aux risques de mortalité et d'invalidité.

En ce qui concerne la destination des fonds, il faut toujours demander au préalable l'avis de l'actuaire désigné.

Si la couverture de solidarité est assurée auprès d'un assureur, aucune provision ne doit être constituée si les affiliés sont des bénéficiaires directs du contrat d'assurance. Si la couverture de solidarité est assurée auprès d'un assureur et si les affiliés ne sont pas des bénéficiaires directs du contrat d'assurances, les provisions peuvent être couvertes par une créance sur l'assureur. Les avoirs affectés comme provision ne peuvent pas être affectés pour le paiement d'une prestation de solidarité.

Si les actifs du fonds de solidarité et les provisions constituées ne couvrent pas les dettes, le fonds de solidarité présente à la CBFA, dans un délai de trois mois, un plan de redressement avec les mesures destinées à remédier à cette situation.

#### **Article 14 Mesures en cas d'échec du plan de redressement et modalités de liquidation**

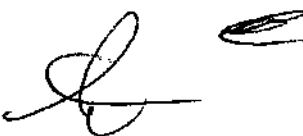
Si l'actuaire désigné constate dans son avis que le plan de redressement tel qu'établi en exécution de l'article "Affectation des avoirs du fonds de solidarité" a échoué, la CCT du 22 décembre 2004 relative au régime de pension sectorielle sociale sera révisée. Cette révision peut engendrer une modification ou une cessation de l'engagement de solidarité. Cette révision est présentée directement à la CBFA.

#### **Article 15 Non-paiement de la cotisation engagement de solidarité**

Si l'organisateur n'a pas payé la cotisation engagement de solidarité aux échéances prévues dans le règlement de solidarité, l'organisme de solidarité mettra l'organisateur en demeure par lettre recommandée au plus tôt 30 jours après l'expiration de l'échéance.

Si l'organisateur ne procède pas au paiement de la cotisation de l'engagement de solidarité dans les 30 jours qui suivent la mise en demeure par l'organisme de solidarité, ce dernier informera par simple courrier l'organisme de pension, les affiliés et, si les prestations de solidarité sont assurées, l'assureur, de ce non-paiement. Cela ne porte nullement atteinte au droit de l'organisme de solidarité de réclamer ces primes par voie judiciaire.

Si le non-paiement de la cotisation de l'engagement de solidarité provoque un déséquilibre dans le fonds de solidarité, on procède comme indiqué dans l'article "Affectation des avoirs du fonds de solidarité".



## 6. RENSEIGNEMENTS ET OBLIGATION D'AVIS

### Article 16 Avis annuel de l'actuaire désigné

L'actuaire désigné émet chaque année un avis sur le financement du fonds de solidarité et sur le compte de résultats et le bilan du fonds de solidarité. Cet avis comprend également son opinion sur les frais et les provisions pour fluctuation des risques et de vieillissement. Cet avis est remis au comité de gestion paritaire ou, à défaut, au comité de surveillance visé à l'article 47 de la LPC.

### Article 17 Rapport de transparence annuel

L'organisme de solidarité rédige chaque année un rapport de transparence sur la gestion de l'engagement de solidarité. Le rapport de transparence comprend les informations suivantes:

- le mode de financement de l'engagement de solidarité et ses modifications structurelles;
- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux;
- le rendement des placements;
- la structure des frais de l'organisme de solidarité;
- le cas échéant, la participation aux bénéfices.

Ce rapport de transparence est mis à la disposition de l'organisateur qui le communique sur simple demande à l'affilié.

### Article 18 Le règlement de solidarité

Le règlement de solidarité est mis à la disposition de l'organisateur qui le communique sur simple demande à l'affilié.

### Article 19 Diffusion d'informations à l'affilié

L'organisateur communiquera au moins une fois par an aux affiliés les prestations de solidarité auxquelles ils ont droit.

## 7. FISCALITE

### Article 20 Le statut particulier visé à l'article 10 de la LPC

L'engagement de solidarité est géré d'une manière différenciée par l'organisme de solidarité de manière à ce que l'application du régime spécifique en matière d'impôts sur les revenus et de taxes assimilées au timbre soit garantie pour chaque affilié ou son bénéficiaire, tant en ce qui concerne le traitement des cotisations que les prestations.

### **Article 21 Limitation de la prestation exonération de prime**

Si les cotisations à l'engagement de pension découlant de l'application de l'engagement de solidarité ont pour conséquence que la pension complémentaire, y compris l'éventuelle participation aux bénéficiaires majorée de la pension légale et d'autres allocations de pension complémentaire du deuxième pilier exprimées en rentes, dépasse 80% de la dernière rémunération annuelle brute normale, compte tenu de la durée normale de l'activité professionnelle, ces cotisations sont limitées. Et ce, conformément à l'article 59 du code des impôts sur les revenus 1992.

### **Article 22 Retenues fiscales et parafiscales**

L'organisme de solidarité se charge d'effectuer les retenues fiscales et sociales sur les versements qu'il effectue et d'établir les différentes déclarations.

## **8. ASSURANCES**

### **Article 23 Assurance de la prestation de solidarité en cas de décès de l'affilié**

L'organisme de solidarité assurera la prestation de solidarité en cas de perte de revenus en cas de décès pendant la carrière professionnelle (prestation 3) auprès de ING Insurance SA à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005. A cet effet, il conclut un contrat d'assurance dans lequel les affiliés sont les assurés.

L'organisme de solidarité s'engage à respecter les modalités du contrat d'assurances.

## **9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 24 Obligations de l'affilié**

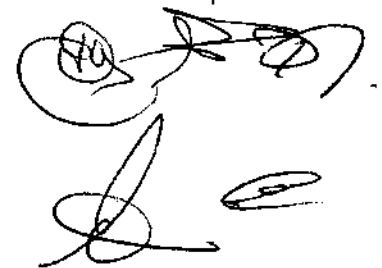
L'affilié transmet à l'organisme de solidarité tous les renseignements et toutes les pièces justificatives nécessaires pour permettre à l'organisme de solidarité de respecter sans délai toutes ses obligations vis-à-vis de l'affilié ou de son bénéficiaire.

Si une ou plusieurs prestations de solidarité sont assurées auprès d'un assureur, l'affilié transmet tous les renseignements et toutes les pièces justificatives à l'assureur.

Si l'affilié ne respecte pas ses obligations, cela décharge l'organisme de solidarité et, le cas échéant, l'assureur de leurs obligations concernant les prestations de solidarité.

### **Article 25 Obligations de l'organisme de solidarité vis-à-vis de la CBFA**

L'organisme de solidarité est tenu de fournir à la CBFA, sur simple demande, tous les renseignements et de lui transmettre tous les documents dont elle a besoin pour réaliser sa tâche.

Handwritten signature and stamp, possibly indicating approval or completion of a section.

## **Article 26 Protection de la vie privée**

L'affilié autorise l'organisateur, tant au moment de son affiliation que pendant la durée de celle-ci, à fournir à l'organisme de solidarité ou à l'assureur qui assure une ou plusieurs couvertures de solidarité tous les renseignements qui sont requis pour l'établissement et l'exécution de ce règlement.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à toute modification ultérieure qui remplace et/ou complète les dispositions contraignantes de cette loi, l'affilié peut consulter ses données personnelles et, le cas échéant, en obtenir la rectification.

L'organisme de solidarité ou, le cas échéant, l'assureur, est chargé du traitement.

## **Article 27 Droit applicable**

L'organisme de solidarité est soumis aux dispositions légales et réglementaires qui s'appliquent en Belgique aux offres de prestations de solidarité. Au cas où l'une des parties concernées serait établie en dehors de la Belgique, on optera pour l'application du droit belge, pour autant que les parties l'autorisent.

8

## Règlement de pension

Siège social  
Cours Saint-Michel 70, 1040 Bruxelles  
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96  
E info@inginsurance.be  
ING Insurance SA, entreprise d'assurances agréée par la CBFA sous le numéro de code 0051.

Siège d'Anvers  
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen  
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87  
www.inginsurance.be

ING 320-0002736-90  
IBAN BE34 3200 0027 3690  
BIC BBRUBEBB  
RPM Bruxelles - TVA BE 0404.500.094

## **Engagement de pension**

### *Conditions particulières*

Siège social  
Cours Saint-Michel 70, 1040 Bruxelles  
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96  
E [info@inginsurance.be](mailto:info@inginsurance.be)

Siège d'Anvers  
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen  
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87  
[www.inginsurance.be](http://www.inginsurance.be)

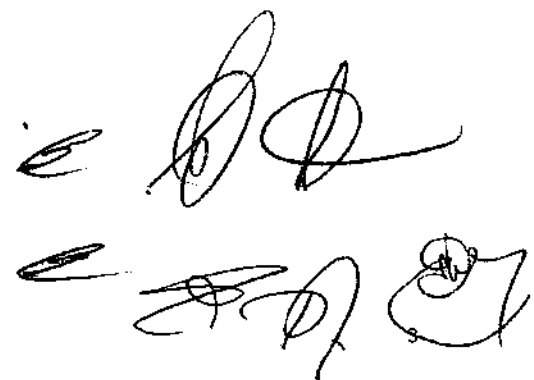
ING 320-0002736-90  
IBAN BE34 3200 0027 3690  
BIC BBRUBEBB  
RPM Bruxelles - TVA BE 0404.500.094

ING Insurance SA, entreprise d'assurances agréée par la CBFA sous le numéro de code 0051.



## Table des matières

Article 1	Définitions.....	4
Article 2	Eléments pour le calcul des droits.....	6
Article 3	Affiliation.....	7
Article 4	Cessation de l'affiliation.....	8
Article 5	Droits.....	9
Article 6	Prorogation de la date d'expiration.....	10
Article 7	Paiement des primes et exigibilité des primes.....	11
Article 8	Modalités de paiement en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration.....	12
Article 9	Modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration.....	13
Article 10	Rendement supplémentaire.....	14
Article 11	Prestations acquises et réserves acquises.....	15
Article 12	Aspects fiscaux liés à l'engagement de pension.....	16
Article 13	Sortie.....	17
Article 14	Liquidation anticipée.....	19
Article 15	Modification ou cessation de l'engagement de pension.....	20
Article 16	Dispositions finales.....	21



## Article 1 Définitions

Pour l'application de ce règlement de pension, on entend par:

Régime de pension:

Le régime de pension sectoriel, instauré par la CCT du 22 décembre 2004 en exécution de l'article 4 de la CCT au profit des ouvriers ressortissant à la sous-commission paritaire n° 120.02 pour la préparation du lin.

La CCT:

CCT du 22 décembre 2004 introduisant un système de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers de la préparation du lin, conclue à la sous-commission paritaire n° 120.02 de la préparation du lin.

Organisateur:

Le Fonds social et de garantie de la préparation du lin, instauré en exécution de la CCT du 22 décembre 2004.

Organisme de pension:

En complément des conditions générales, il est stipulé qu'il s'agit de la compagnie d'assurances désignée en exécution de la CCT du 22 décembre 2004 par l'organisateur pour l'exécution et la gestion du régime de pension sectoriel.

Employeur:

Est définie comme employeur l'entreprise qui emploie du personnel ressortissant à la commission paritaire n° 120.02 et qui tombe sous le champ d'application de la CCT du 22 décembre 2004.

Un employeur tiers:

Un employeur tiers est une entreprise qui ne ressortit pas à la commission paritaire n° 120.02 et qui ne tombe pas sous le champ d'application de la CCT du 22 décembre 2004.

Travailleur:

La personne physique qui a conclu un contrat de travail avec l'employeur.

Affilié:

L'affilié actif est le travailleur qui appartient à la catégorie de personnel de l'employeur pour laquelle l'organisateur a instauré un engagement de pension et qui remplit les conditions d'affiliation de l'engagement de pension.

L'affilié passif est l'ancien travailleur qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés s'il a préféré lors de sa sortie laisser ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension sans modification de l'engagement de pension.

Les crédientiers ne sont pas considérés comme affiliés pour l'application du présent règlement de pension.

Affilié marié:

L'affilié qui est légalement marié et qui n'est ni séparé judiciairement de corps et de biens ni en instance de divorce ou de séparation judiciaire de corps et de biens.

Affilié légalement enregistré comme cohabitant:

L'affilié légalement enregistré comme cohabitant au sens des articles 1475 à 1479 du Code Civil ou qui, conformément aux dispositions similaires du droit étranger, est assimilé à un affilié marié.

2

**Engagement de pension**  
**Conditions particulières**

Affilié cohabitant de fait:

L'affilié qui ne relève pas de la définition d'affilié marié et qui peut prouver sur base d'une attestation délivrée par la commune, qu'il cohabite avec un partenaire avec lequel il forme un ménage (le fait d'être domicilié à la même adresse).

Partenaire:

On entend par partenaire:

- l'époux (l'épouse) de l'affilié marié
- le partenaire de l'affilié légalement enregistré comme cohabitant
- le partenaire de l'affilié cohabitant de fait

Affilié isolé:

L'affilié qui n'a pas de partenaire au sens évoqué ci-dessus.

Bénéficiaire :

La personne en faveur de laquelle ou les personnes en faveur desquelles sont stipulées les prestations assurées.

Contribution patronale:

- le versement par l'employeur pour l'engagement de pension tel que décrit dans le présent règlement de pension et tenu à jour sur un compte individuel particulier de l'employeur pour chaque affilié, à savoir le contrat contribution patronale;
- le versement par l'employeur dans le fonds de financement de l'engagement de pension.

Salaire:

Le salaire total des ouvriers soumis aux cotisations de sécurité sociale, sans la majoration de 8% pour le pécule de vacances.

Règlement de solidarité:

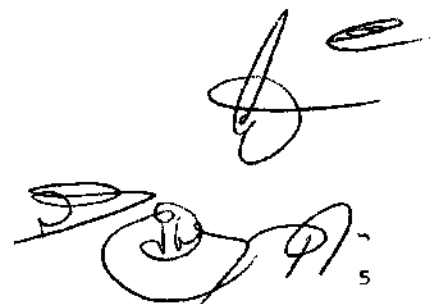
Le règlement décrivant les règles et les obligations relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité instauré par la CCT du 22 décembre 2004.

Primes:

Par dérogation aux conditions générales, les primes comprennent les contributions patronales et les cotisations de l'engagement de solidarité.

LPC:

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003).



**Article 2 Eléments pour le calcul des droits**

Date de prise d'effet: 01/01/2004

Date de modification: pas d'application

Date d'adaptation trimestrielle:

01/03

01/06

01/09

01/12

A ces dates, les droits de chaque affilié sont recalculés en fonction des éléments à prendre en considération à ce moment pour le calcul des droits, et notamment le salaire ONSS décrit dans la CCT.

Des modifications des éléments nécessaires au calcul des droits au cours d'un trimestre produisent seulement leurs effets à partir du trimestre suivant.

L'article 7 des conditions générales ne s'applique pas à ce règlement de pension.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and strokes, located in the bottom right corner of the page.

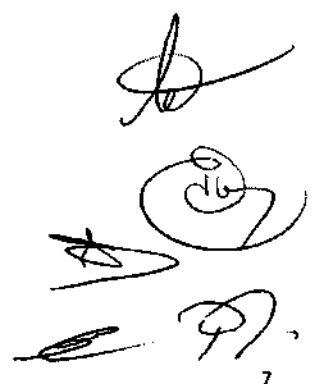
**Article 3 Affiliation**

Tous les travailleurs faisant partie de la catégorie de personnel mentionnée dans la CCT au service de l'employeur auquel le régime de pension s'applique sont repris dans le présent engagement de pension à partir de leur entrée en service ou de leur accès à la catégorie de personnel visée.

L'affiliation administrative intervient le premier du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle le travailleur satisfait aux conditions fixées. La couverture décès prend cours à partir de la date à laquelle les conditions d'affiliation sont remplies.

L'affiliation intervient au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

L'affiliation est obligatoire pour les travailleurs engagés par l'employeur après le 1<sup>er</sup> janvier 2004, pour autant qu'ils appartiennent à la catégorie de personnel décrite ci-dessus et remplissent les conditions d'affiliation susmentionnées.



Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature, a circular stamp or mark, and several smaller initials.

#### Article 4 Cessation de l'affiliation

Il est mis fin à l'affiliation:

- le premier du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle l'affilié ne satisfait plus à la définition d'affilié **et/ou** aux conditions d'affiliation et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension ;
- le premier du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle l'affilié quitte le service de l'organisateur avant la date d'expiration et où ses réserves acquises sont sorties de l'engagement de pension ;
- à la date d'expiration, soit le premier du mois suivant le 65<sup>e</sup> anniversaire de l'affilié ;
- à la date du décès de l'affilié avant la date d'expiration.

## Article 5 Droits

Pour l'affilié actif, il est prévu:

- Contributions patronales

Les contributions patronales trimestrielles sont financées par l'organisateur et sont égales au montant payable en exécution de la CCT sectorielle fixant les contributions patronales pour le régime de pension complémentaire sectoriel social en vigueur à chaque moment respectif. La CCT est applicable à la date de prise d'effet.

Les contributions patronales sont calculées par l'organisateur et communiquées à l'organisme de pension avant la date d'adaptation trimestrielle à laquelle elles s'appliquent.

Pour les travailleurs qui sont au service d'un employeur à la date de prise d'effet du présent régime de pension, les réserves constituées en exécution du régime de pension instauré par la CCT du 14 décembre 1999 sont transférées vers ce régime de pension en exécution de l'article 10 de la CCT du 22 décembre 2004.

Les contributions patronales sont affectées à la combinaison d'assurance capital différé avec contre-assurance des réserves.

Cette combinaison d'assurances prévoit:

- en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration: un capital de pension au profit de l'affilié lui-même.
- en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration: un capital-décès au profit du bénéficiaire décrit à l'article "modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration". Ce capital-décès est identique à la somme des réserves déjà constituées à la date de décès de l'affilié dans le contrat contribution patronale, y compris les réserves de participation bénéficiaire.
- Les cotisations de l'engagement de solidarité

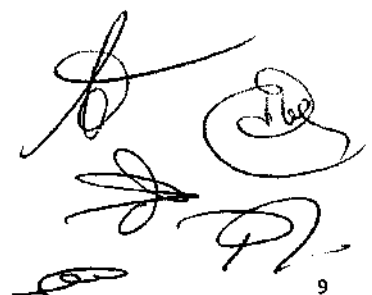
Conformément au règlement de solidarité, des cotisations pourront être versées à partir de l'engagement de solidarité. Ces cotisations, tout comme les contributions patronales, sont versées sur le compte individuel particulier pour chaque affilié, à savoir le contrat contribution patronale.

- Capital-décès

En cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration, un capital-décès est dû au profit du bénéficiaire décrit à l'article "modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration".

- Versements personnels volontaires

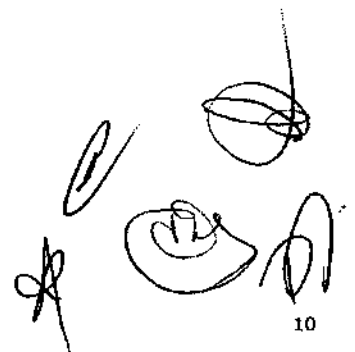
Par dérogation aux conditions générales, un affilié ne peut à aucun moment faire des versements personnels volontaires pour augmenter les droits des assurances contractées sur sa vie.



9

**Article 6 Prorogation de la date d'expiration**

La prorogation n'est pas prévue dans le présent engagement de pension.



Handwritten signatures and initials, including a large stylized signature on the left, a circular stamp or signature in the center, and several other scribbles and initials on the right.



**Article 7 Paiement des primes et exigibilité des primes**

Les primes doivent être payées chaque trimestre par l'organisateur à l'organisme de pension le premier jour du troisième mois de chaque trimestre, étant entendu que la première prime est imputée le premier jour du troisième mois du troisième trimestre suivant le trimestre d'affiliation de l'affilié.

La prime trimestrielle sera calculée sur le salaire qui a été payé à l'affilié en question durant le troisième trimestre précédant la date d'exigibilité concernée.

En cas de sortie de l'affilié, ou en cas de pension ou de décès, une prime calculée comme suit sera imputée au plus tard le jour de la sortie, du décès ou à la date d'expiration :

$N \times \text{salaire annuel ONSS} / 365 \times \text{pourcentage de contribution}$

où:

- N = le nombre de jours civils à partir du dernier trimestre dont le salaire a déjà été utilisé pour calculer une prime et jusqu'à la date respective de sortie, pension ou décès ;  
salaire annuel ONSS = le salaire total soumis aux cotisations de sécurité sociale - sans la majoration de 8% pour le pécule de vacances - dans les quatre derniers trimestres dont le salaire a déjà été utilisé comme base pour une prime.  
Si, au moment de la sortie, du décès ou de la mise à la pension l'affilié ne l'a pas été pendant quatre trimestres complets, le salaire de la période au cours de laquelle il a été effectivement affilié est converti pro rata temporis en un salaire équivalent à quatre trimestres.
- Pourcentage de contribution = le pourcentage à appliquer sur le salaire conformément à l'article 9 de la CCT et des éventuelles modifications ultérieures.

L'exigibilité des primes prend fin respectivement après la date de sortie, la date de décès et la date d'expiration.

Les cotisations de l'engagement de solidarité sont versées sur le contrat contribution patronale avec comme date d'exigibilité la date mentionnée dans le règlement de solidarité.

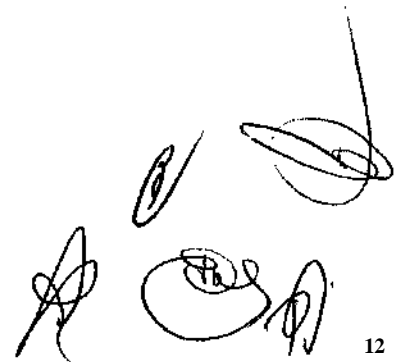


**Article 8 Modalités de paiement en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration**

Le capital de pension, augmenté de la participation bénéficiaire sur le contrat contribution patronale, est payable en cas de vie de l'affilié à la date d'expiration et est, si nécessaire, complété par l'organisateur à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur.

L'organisme de pension paie ce capital directement à l'affilié, après réception de la quittance établie par l'organisme de pension et signée par l'affilié.

Lors du versement, l'organisme de pension a le droit de demander un certificat de vie du bénéficiaire.



## Article 9 Modalités de paiement en cas de décès de l'affilié avant la date d'expiration

### Capital-décès

Le capital-décès, augmenté de la participation bénéficiaire, est payable à la date de décès de l'affilié avant la date d'expiration et est versé directement au bénéficiaire.

L'organisme de pension a le droit de demander lors du versement un certificat de vie du bénéficiaire.

Le bénéficiaire en cas de décès est défini selon l'ordre de priorité suivant:

- le partenaire ;
- à défaut, les descendants au premier degré de l'affilié ou - par représentation - leurs descendants ;
- à défaut, les ascendants au premier degré de l'affilié ;
- à défaut, les héritiers légitimes de l'affilié, à l'exclusion de l'Etat ;
- à défaut, le "fonds de financement" de cet engagement de pension .

Si l'ordre de priorité susmentionné désigne plus d'un bénéficiaire, le capital-décès est réparti proportionnellement entre les différents bénéficiaires.

La liquidation du capital-décès est effectuée après réception de la quittance signée par le bénéficiaire qui a été établie à cette fin par l'organisme de pension.

Contrairement aux conditions générales, l'affilié ne peut pas déroger à l'ordre de priorité susmentionné et ne peut pas désigner un bénéficiaire nommément.



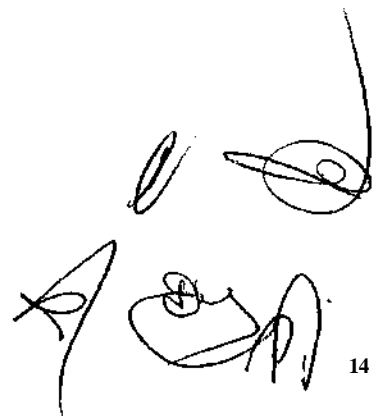
b

**Engagement de pension**  
**Conditions particulières**

**Article 10 Rendement supplémentaire**

Les dispositions suivantes s'appliquent par opposition à l'article 31 des conditions générales :

- Dans la mesure où l'engagement de pension est un engagement de pension sectoriel social, les contributions patronales et les cotisations de solidarité seront placées dans le canton social branche 21 de l'organisme de pension. En complément du taux garanti, les comptes individuels et le fonds de financement participent au résultat de ce canton social conformément aux dispositions de l'article 10, §1, 4° de la LPC.
- Le rendement supplémentaire attribué aux réserves constituées dans le contrat contribution patronale est versé dans ce contrat et est affecté en primes uniques d'inventaire à l'assurance d'un capital différé avec contre-assurance des réserves. Le rendement supplémentaire est versé en même temps que le capital de pension.



Handwritten signatures and initials, including a large signature and several smaller initials, located in the bottom right corner of the page.

**Article 11 Prestations acquises et réserves acquises**

Les réserves acquises sont les réserves à un moment donné auxquelles l'affilié a droit conformément à l'engagement de pension. Les réserves acquises sont égales au montant qui se trouve à ce moment sur le contrat contribution patronale de l'affilié.

Les prestations acquises sont les prestations que l'affilié peut revendiquer à la date d'expiration. Les prestations acquises sont obtenues en capitalisant les réserves du contrat contribution patronale en fonction de la combinaison d'assurances et de l'âge de l'affilié à la date d'adaptation trimestrielle en fonction des bases tarifaires.

Si l'affilié choisit de transférer les réserves acquises constituées dans le cadre d'un autre engagement de pension vers le présent engagement de pension, ces réserves transférées ne peuvent jamais être placées sur le contrat contribution patronale de cet engagement de pension, mais elles sont toujours placées dans la structure d'accueil liée à cet engagement de pension.



## Article 12 Aspects fiscaux liés à l'engagement de pension

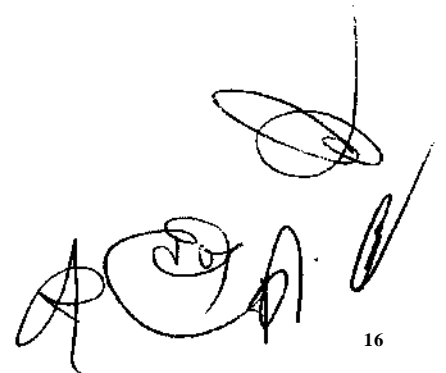
Conformément à la législation fiscale et aux directives promulguées en la matière par l'Administration des Contributions Directes, la déduction des contributions patronales n'est autorisée que pour autant que le montant total suite à la mise à la retraite est exprimé sous la forme d'une rente annuelle

- des paiements assurés par le présent engagement de pension,
- de la pension légale de retraite,
- des autres paiements extralégaux de même nature auxquels l'affilié aura droit, à l'exception des paiements relatifs aux contrats d'assurance-vie individuels (complémentaires) souscrits par lui,

ne dépasse pas 80% de la dernière rémunération annuelle brute normale, compte tenu d'une durée normale d'activité professionnelle.

Cette rente est indexable à hauteur de 2% et réversible à concurrence de 80% en faveur de l'épou(x)se ou du partenaire légalement enregistré comme cohabitant.

L'organisme de pension ne peut être tenu responsable de quelque conséquence préjudiciable d'ordre fiscal que ce soit concernant la déductibilité des contributions patronales pour l'organisateur, si cela découle directement d'informations inexactes fournies par l'organisateur ou par l'affilié à l'organisme de pension.



**Article 13 Sortie**

Par "sortie", on entend la fin du contrat de travail entre l'affilié et son employeur actuel pour une autre raison que le décès ou l'arrivée de la date d'expiration, dans la mesure où l'affilié n'a pas conclu un nouveau contrat de travail avec un autre employeur également soumis à cet engagement de pension. Le sortant est l'affilié dont le contrat de travail prend fin.

En cas de sortie d'un affilié, l'organisateur est tenu de notifier cela à l'organisme de pension par écrit au plus tard dans un délai d'un an. S'il le souhaite, le sortant peut informer plus tôt l'organisme de pension par écrit de sa sortie. Si le sortant entre à nouveau en fonction chez un employeur avant un délai d'un an, la procédure ci-dessous ne doit pas être exécutée. L'organisme de pension communique les données suivantes à l'organisateur au plus tard dans les 30 jours suivant la notification précitée, et ce, par le biais d'une lettre de sortie:

- le montant des réserves acquises, complétées si nécessaire à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur ;
- le montant des prestations acquises ;
- les différentes options en cas de sortie précisant le maintien ou non de la couverture décès.

L'organisateur informe immédiatement l'affilié des données communiquées par l'organisme de pension.

En cas de sortie, les réserves et prestations acquises sont calculées sur base des dispositions légales et des éléments de calcul des droits d'application à la dernière date d'adaptation trimestrielle avant la sortie.

Au moment de la sortie, aucune indemnité ou perte de participation bénéficiaire ne peut être mise à charge de l'affilié ou être déduite des réserves acquises.

L'organisateur est tenu d'apurer les déficits éventuels des réserves acquises lors de la sortie. Pour des raisons fiscales, ce complément éventuel sera toujours considéré comme une contribution patronale.

En cas de sortie de l'affilié, les réserves acquises définies au paragraphe précédent seront complétées, si nécessaire, par l'organisateur à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur. Ce complément éventuel sera versé par l'organisateur dans le fonds de financement de cet engagement de pension s'il n'y a pas suffisamment de fonds ou si les fonds présents couvrent d'autres engagements de l'organisateur. Ce n'est que lorsque l'affilié passif fait connaître sa décision de transférer les réserves acquises à une structure d'accueil extérieure à cet engagement de pension ou à un autre organisme de pension que le déficit éventuel existant à ce moment par rapport aux montants garantis est apuré sur le contrat contribution patronale.

En cas de sortie, l'affilié peut choisir à l'égard des réserves acquises, si nécessaire complétées à concurrence des montants garantis par la législation en vigueur, entre les possibilités suivantes:

- laisser les réserves auprès de l'organisme de pension actuel sans modification de l'engagement de pension ;
- placer les réserves dans la structure d'accueil liée au présent règlement de pension ;
- transférer les réserves auprès de l'organisme de pension du nouvel employeur avec qui il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de cet employeur ;
- transférer les réserves auprès d'un organisme de pension qui partage le bénéfice total entre les affiliés en proportion de leurs réserves et limite les frais selon les règles fixées par le Roi.



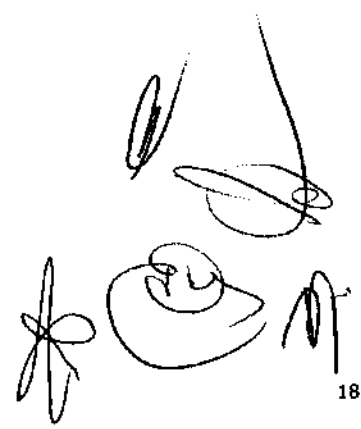
17

2

## Engagement de pension

### Conditions particulières

L'affilié doit communiquer son choix par écrit à l'organisme de pension dans les 30 jours suivant la notification par l'organisateur. Après réception du choix de l'affilié, l'organisme de pension exécute cette option dans les 30 jours. Lorsque l'affilié a laissé expirer ce délai, il est supposé avoir opté pour la possibilité de laisser ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension sans modification de l'engagement de pension.



Handwritten signatures and initials, including a large signature at the top right, a signature in the middle right, and a signature at the bottom left.



#### Article 14 Liquidation anticipée

L'affilié a droit au versement de ses réserves acquises à la date d'expiration.

La liquidation anticipée consiste au retrait par l'affilié des réserves de pension avant la date d'expiration.

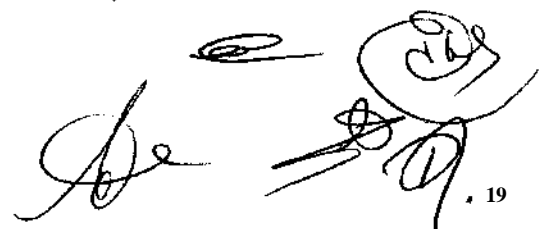
La liquidation anticipée est possible au plus tôt à partir du moment où l'affilié a atteint l'âge de 60 ans et pour autant que le travailleur n'ait plus la qualité d'affilié.

Les prestations à payer de manière anticipée sont définies par la valeur de rachat théorique du contrat contribution patronale. La valeur de rachat théorique est utilisée à 100%:

- en cas de liquidation sous forme de rente
- en cas de liquidation sous forme de capital

pour autant que l'affilié ait fait part de son intention de liquidation anticipée à l'organisme de pension au moins 6 mois à l'avance.

Par dérogation aux conditions générales, l'affilié ne peut à aucun moment demander ou retirer des avances sur les prestations ou des mises en gage des droits de pension pour garantir un emprunt.



Handwritten signatures and initials, including a large stylized signature and a circular stamp or mark.

**Article 15 Modification ou cessation de l'engagement de pension**

Par dérogation aux conditions générales, toute décision de modification ou de cessation de ce régime de pension ne peut être prise unilatéralement par l'organisateur, mais doit faire l'objet d'une convention collective de travail sectorielle. Toute décision de cessation (suppression) ou modification du régime de pension doit être conforme à l'article 10, §1, 3° de la LPC.

The image shows several handwritten signatures and initials in black ink. There are four distinct marks: a large, stylized signature on the left; a circular mark with a vertical line through it in the center; a signature on the right; and a vertical line with a horizontal bar at the bottom right.





## Article 16 Dispositions finales

Les conditions particulières, les conditions générales et le benefit statement forment ensemble le règlement de pension. Les annexes et les avenants éventuels aux conditions particulières en font partie intégrante.

Les dispositions des conditions particulières et des annexes et avenants éventuels ont toutefois la priorité sur les conditions générales.

L'organisme de pension se réserve le droit de régler conformément aux conditions générales tous les aspects qui ne sont pas explicitement prévus par les présentes conditions particulières.

Etabli en double exemplaire le 15 juin 2005,

   
   
21



**Solidariteitsreglement**

Maatschappelijke zetel  
Sint-Michielswarande 70, 1040 Brussel  
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96  
E [info@inginsurance.be](mailto:info@inginsurance.be)  
ING Insurance NV, verzekeringsonderneming toegelaten door de CBFA onder codenummer 0051.

Zetel Antwerpen  
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen  
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87  
[www.inginsurance.be](http://www.inginsurance.be)

ING 320-0002736-90  
IBAN BE34 3200 0027 3690  
BIC BBRUBEBB  
RPR Brussel - BTW BE 0404.500.094

**INHOUDSOPGAVE**

1.	<b>VOORWERP EN DOEL VAN DE SOLIDARITEITSTOEZEGGING</b>	
	Artikel 1 Voorwerp.....	3
	Artikel 2 Doel.....	3
2.	<b>WERKING IN DE TIJD</b>	
	Artikel 3 Aanvangs- en einddatum van de solidariteitstoezegging.....	3
3.	<b>DEFINITIES</b>	
	Artikel 4 Definities.....	3
4.	<b>SOLIDARITEITSTOEZEGGING</b>	
	Artikel 5 Uitvoering van de solidariteitstoezegging.....	5
	Artikel 6 Uitvoering van de solidariteitstoezegging.....	5
	Artikel 7 Aansluitingsvoorwaarden.....	6
	Artikel 8 Solidariteitsprestaties.....	6
	Artikel 9 Begunstigde.....	7
	Artikel 10 Wijziging en beëindiging van de solidariteitstoezegging.....	8
5.	<b>SOLIDARITEITSFONDS</b>	
	Artikel 11 Inrichting van het solidariteitsfonds.....	8
	Artikel 12 Financiering van het solidariteitsfonds.....	8
	Artikel 13 Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds.....	8
	Artikel 14 Maatregelen bij mislukken van herstelplan en vereffeningsmodaliteiten.....	9
	Artikel 15 Niet-betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging.....	9
6.	<b>INLICHTINGEN EN ADVIESVERPLICHTING</b>	
	Artikel 16 Jaarlijks advies van de aangeduide actuaris.....	10
	Artikel 17 Jaarlijks transparantieverlag.....	10
	Artikel 18 Het solidariteitsreglement.....	10
	Artikel 19 Informatieverstrekking aan de aangeslotene.....	10
7.	<b>FISCALITEIT</b>	
	Artikel 20 Het bijzonder statuut bedoeld in artikel 10 van de WAP.....	10
	Artikel 21 Beperking van de prestatie premievrijstelling.....	11
	Artikel 22 Fiscale en parafiscale inhoudingen.....	11
8.	<b>VERZEKERINGEN</b>	
	Artikel 23 Verzekering van de solidariteitsprestatie bij overlijden van de aangeslotene.....	11
9.	<b>ALGEMENE BEPALINGEN</b>	
	Artikel 24 Verplichtingen van de aangeslotene.....	11
	Artikel 25 Verplichtingen van de solidariteitsinstelling ten opzichte van de CBFA.....	11
	Artikel 26 Bescherming van de persoonlijke levenssfeer.....	12
	Artikel 27 Toepasselijk recht.....	12

## 1. VOORWERP EN DOEL VAN DE SOLIDARITEITSTOEZEGGING

### Artikel 1 Voorwerp

In uitvoering van de CAO van 22 december 2004 richt het Waarborg & Sociaal Fonds der Vlasbereiding een solidariteitstoezegging in ten gunste van de werkiieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding die voldoen aan de aansluitingsvoorwaarden zoals hierna in het solidariteitsreglement bepaald.

### Artikel 2 Doel

Het doel van dit reglement bestaat in het definiëren van de voorwaarden en modaliteiten van de solidariteitsprestaties. Hierdoor zal de pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werkiieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding kunnen genieten van het bijzonder statuut bedoeld in artikel 10 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

## 2. WERKING IN DE TIJD

### Artikel 3 Aanvangs- en einddatum van de solidariteitstoezegging

De aanvangsdatum van de solidariteitstoezegging is 1 januari 2004.

De solidariteitstoezegging loopt steeds samen met de pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werkiieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

De solidariteitstoezegging neemt automatisch een einde op het ogenblik dat de pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werkiieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding beëindigd wordt.

## 3. DEFINITIES

### Artikel 4 Definities

Paritair comité:

Het paritair subcomité n° 120.02 voor de vlasbereiding.

Pensioentoezegging:

De pensioentoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werkiieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

Solidariteitstoezegging:

De solidariteitstoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 ten gunste van de werkiieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding die voldoen aan de aansluitingsvoorwaarden zoals hierna in het solidariteitsreglement bepaald.

Inrichter:

De inrichter van de solidariteitstoezegging is het Waarborg & Sociaal Fonds der Vlasbereiding.

Solidariteitsinstelling:

De solidariteitsinstelling is de uitvoerder van de solidariteitstoezegging, met name het Fonds voor bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding, gevestigd te 9051 Gent, Poortakkerstraat 100.

Pensioeninstelling:

De pensioeninstelling is de uitvoerder van de pensioentoezegging, met name ING Insurance NV, gevestigd te 1040 Brussel, Sint-Michielswarande 70.

Werkgever:

De **ondernemingen** die personeel tewerkstellen dat ressorteert onder het paritair comité en onder het toepassingsgebied van de CAO van 22 december 2004 valt.

Aangeslotene:

De **werknemer** die beantwoordt aan de hierna beschreven aansluitingsvoorwaarden.

Begunstigde:

De natuurlijke -of rechtsperso(o)n(en) aan wie de uitkering, overeenkomstig het solidariteitsreglement, moet gebeuren.

Individuele rekening:

De binnen de pensioeninstelling per aangeslotene voorziene individuele rekening waarop de premie voor de pensioentoezegging per actieve aangeslotene van de pensioentoezegging wordt gestort.

Bijdrage solidariteitstoezegging:

Het bedrag, betaald door de werkgever tot financiering van de solidariteitstoezegging, in uitvoering van de sectorale CAO tot bepaling van de bijdragen voor de solidariteitstoezegging. De opeenvolgende sectorale CAO's worden in bijlage aan het solidariteitsreglement gehecht en maken er integraal deel van uit. Bij aanvang van de solidariteitstoezegging geldt CAO van 22 december 2004.

Uittreding:

De beëindiging van de arbeidsovereenkomst anders dan door overlijden of pensionering voor zover de aangeslotene geen nieuwe arbeidsovereenkomst heeft gesloten met een werkgever.

Solidariteitsfonds:

Stelsel van collectieve reserve dat wordt beheerd overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen. Het solidariteitsfonds wordt ondergebracht bij de solidariteitsinstelling en wordt volledig afzonderlijk van de andere activiteiten van de solidariteitsinstelling beheerd.

Toezietscomité:

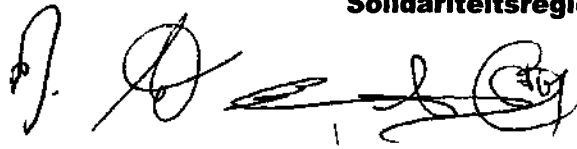
Het comité binnen de solidariteitsinstelling dat voor de helft is samengesteld uit leden die het personeel vertegenwoordigen aan wie de onderhavige solidariteitstoezegging wordt gedaan en voor de andere helft uit werkgevers bestaat.

CBFA:

De Commissie voor het Bank, Financie- en Assurantiewezen opgericht door de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en het Koninklijk Besluit van 25 maart 2003.

WAP:

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.



KB leven:

Het Koninklijk Besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit.

KB solidariteitsprestaties:

Het Koninklijk Besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels.

KB financiering solidariteitstoezegging:

Het Koninklijk Besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van de solidariteitstoezegging.

RSZ:

De Belgische Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Risicotarief:

Het geheel van de door de verzekeraar toegepaste **tarifieringsregels** van toepassing op de verzekerde **risico's zoals** onder toepassing van het KB leven neergelegd in het technische dossier bij de CBFA. Deze tarifieringsregels **omvatten** bepalingen betreffende het rendement, de eventueel gebruikte sterftetafel en de aangerekende kosten.

#### **4. SOLIDARITEITSTOEZEGGING**

##### **Artikel 5 Uitvoering van de solidariteitstoezegging**

In uitvoering van de CAO van 22 december 2004 wordt de solidariteitstoezegging uitgevoerd door de solidariteitsinstelling.

De solidariteitsinstelling duidt een **actuaris** aan die voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in het KB van 22 november 1994 houdende de uitvoering van artikel 40bis van de wet van 9 juli 1975 betreffende de **controle der verzekeringsondernemingen**.

De solidariteitsinstelling is op het einde van ieder boekjaar belast met het opstellen van een resultatenrekening en een balans met activa en passiva van het solidariteitsfonds. De solidariteitsinstelling zendt deze stukken binnen de maand na hun goedkeuring door aan de CBFA.

##### **Artikel 6 Uitvoering van de solidariteitstoezegging**

De solidariteitsinstelling kan per CAO gewijzigd worden. In dit geval wordt het solidariteitsfonds aan de nieuwe solidariteitsinstelling overgedragen. Deze wijziging **mag** geen enkele vergoeding of verlies van rendement ten **laste** van de aangeslotene **als** gevolg hebben. Op het ogenblik van de overdracht **mogen** geen kosten of vergoedingen aan de reserves worden onttrokken.

De inrichter **licht** de CBFA voorafgaandelijk in met betrekking **tot** deze wijziging en de eventueel daaruit voortvloeiende overdracht van het solidariteitsfonds.

De inrichter **stelt** de aangeslotenen voorafgaandelijk in kennis van deze wijziging bij gewoon schrijven.





**Artikel 7 Aansluitingsvoorwaarden**

Alle werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding zoals bepaald in CAO van 22 december 2004 die op de **aanvangsdatum** van de solidariteitstoezegging of op **elke latere datum** verbonden zijn door **middel** van een **arbeidsovereenkomst** met een werkgever, ongeacht de aard van deze arbeidsovereenkomst, worden aangesloten bij de solidariteitstoezegging.

**Artikel 8 Solidariteitsprestaties**

Voor zover de middelen beschikbaar zijn, worden de volgende solidariteitsprestaties voorzien voor de aangeslotenen aan de solidariteitstoezegging:

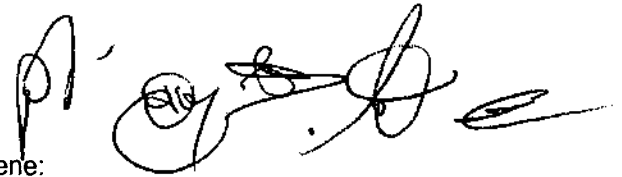
- Prestatie 1:  
Conform artikel 1,1 °,c van het KB solidariteitsprestaties: de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen tijdens de vergoede **periodes** van arbeidsongeschiktheid **wegens** ziekte, invaliditeit, bevallings- of zwangerschapsrust, en de **periodes** die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte.  
Er wordt een solidariteitsprestatie voorzien van 0,05 EUR per dag inactiviteit in dit kader en dit gedurende een maximale aaneengesloten **periode** van 730 kalenderdagen.
- Prestatie 2:  
Conform artikel 1,1 °,a van het KB solidariteitsprestaties: de financiering van de opbouw van het aanvullend rust- en/of overlijdenspensioen, tijdens de **periodes** van tijdelijke werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de **arbeidsovereenkomsten**, en de werkloosheid ten gevolge van **overmacht**, staking of lock-out of ten gevolge van een sluiting wegens jaarlijkse vakantie.  
Er wordt een solidariteitsprestatie voorzien van 0,05 EUR per dag inactiviteit in dit kader zonder beperking in de tijd of tijdsduur.
- Prestatie 3:  
Conform artikel 1,2°,b van het KB solidariteitsprestaties: de vergoeding onder **vorm** van rente van **inkomstenverlies** bij overlijden tijdens de beroepsloopbaan beperkt **tot** 20.000,00 EUR per jaar. De renten waarvan het jaarlijkse bedrag kleiner is dan 300,00 EUR **mogen** in kapitaal worden vereffend.  
De vergoeding van inkomstenverlies bij overlijden van de aangeslotene wordt uitgedrukt **als** een tijdelijke onvoorwaardelijke, niet overdraagbare en niet indexeerbare rente met een looptijd van 5 jaar van **120,00** EUR per jaar. Binnen de grenzen bepaald in de WAP en het KB solidariteitsprestaties wordt de nominale **som** van de rentes op het moment van overlijden gecumuleerd uitgekeerd. De begunstigde heeft steeds het recht om de uitkering in de vorm van een **eenmalig** kapitaal te vragen.

De solidariteitstoezegging is een **middelenverbintenis**. Dit heeft als gevolg dat het niveau van de solidariteitsprestaties door de inrichter kan aangepast worden in functie van de beschikbare middelen conform het KB financiering solidariteitstoezegging wat betreft de nog niet (volledig) vergoede prestaties. Indien het niveau van de solidariteitsprestaties **verminderd** wordt zal steeds eerst prestatie 1 verminderd worden, dan prestatie 2 en als laatste prestatie 3.

De solidariteitsprestaties treden in werking op de **aanvangsdatum** van de solidariteitstoezegging.

Van zodra een aangeslotene niet langer aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet, kan hij geen aanspraak **meer** maken op de solidariteitsprestaties.

**Artikel 9 Begunstigde**



- De prestatie bij overlijden van de aangeslotene:

In geval van overlijden van de aangeslotene wordt de solidariteitsprestatie in geval van overlijden uitgekeerd aan de begunstigde zoals bepaald overeenkomstig het pensioenreglement van de pensioentoezegging met uitsluiting van het financieringsfonds van de pensioentoezegging.

De uitkering gebeurt in principe vanuit het solidariteitsfonds. Bij ontstentenis van een begunstigde blijft de prestatie in het solidariteitsfonds.

Indien de prestatie bij overlijden van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar en de verzekerden van de verzekeringsovereenkomst de aangeslotenen zijn, zal de uitkering niet vanuit het solidariteitsfonds gebeuren maar door de verzekeraar. Bij ontstentenis van een begunstigde, met uitsluiting van het financieringsfonds van de pensioentoezegging, wordt de prestatie in het solidariteitsfonds gestort.

De solidariteitsinstelling, of de verzekeraar indien de prestatie bij overlijden van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar, kan ieder bijkomend document opvragen om de identiteit van de begunstigde te verifiëren.

- De prestatie in geval van arbeidsongeschiktheid:

In geval van arbeidsongeschiktheid van de aangeslotene wordt de solidariteitsprestatie in geval van arbeidsongeschiktheid uitgekeerd aan de pensioeninstelling op de individuele rekening van de aangeslotene.

De inrichter deelt vóór de verschuldigheidsdatum van toepassing in de pensioentoezegging, de prestatie in geval van arbeidsongeschiktheid mee aan de solidariteitsinstelling.

De uitkering gebeurt in principe vanuit het solidariteitsfonds.

Indien echter de prestatie bij arbeidsongeschiktheid van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar en de verzekerde van de verzekeringsovereenkomst de aangeslotene is, zal de uitkering niet vanuit het solidariteitsfonds gebeuren maar door de verzekeraar.

- De prestatie in geval van tijdelijke werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en de werkloosheid ten gevolge van overmacht, staking of lock-out of ten gevolge van een sluiting wegens jaarlijkse vakantie:

In geval van werkloosheid van de aangeslotene wordt de solidariteitsprestatie in geval van werkloosheid uitgekeerd aan de pensioeninstelling op de individuele rekening van de aangeslotene.

De inrichter deelt vóór de verschuldigheidsdatum van toepassing in de pensioentoezegging, de prestatie in geval van werkloosheid mee aan de solidariteitsinstelling.

De uitkering gebeurt in principe vanuit het solidariteitsfonds.

Indien echter de prestatie bij werkloosheid van de aangeslotene verzekerd is bij een verzekeraar en de verzekerde van de verzekeringsovereenkomst de aangeslotene is, zal de uitkering niet vanuit het solidariteitsfonds gebeuren maar door de verzekeraar.

## Artikel 10 Wijziging en beëindiging van de solidariteitstoezegging

De solidariteitstoezegging kan gewijzigd of stopgezet worden door een sectorale CAO die de CAO van 22 december 2004 wijzigt of opheft. In die gevallen zal ook het solidariteitsreglement gewijzigd of beëindigd worden. Indien het financiële evenwicht van het solidariteitsfonds verstoord wordt (zowel in positieve als in negatieve zin), is een wijziging van de pensioentoezegging verplicht.

Indien de solidariteitstoezegging in het kader van het mislukken van het herstelplan gewijzigd wordt en de genomen maatregelen onvoldoende zijn, wordt de solidariteitstoezegging onherroepelijk beëindigd.

Bij beëindiging van de solidariteitstoezegging wordt het solidariteitsfonds bij gelijke delen vereffend ten voordele van de aangeslotenen die op datum van de vereffening van het solidariteitsfonds bij een werkgever zijn tewerkgesteld door middel van een arbeidsovereenkomst en aan de aansluitingsvoorwaarden van de solidariteitstoezegging voldoen. Het solidariteitsfonds mag nooit geheel of gedeeltelijk aan de inrichter, de solidariteitsinstelling en/of de werkgever worden teruggestort.

Een wijziging of een beëindiging van de solidariteitstoezegging kan enkel uitgevoerd worden mits het advies van de aangeduide actuaaris aangaande deze beslissing werd ingewonnen.

## 5. SOLIDARITEITSFONDS

### Artikel 11 Inrichting van het solidariteitsfonds

In uitvoering van dit solidariteitsreglement wordt een solidariteitsfonds ingericht bij de solidariteitsinstelling.

### Artikel 12 Financiering van het solidariteitsfonds

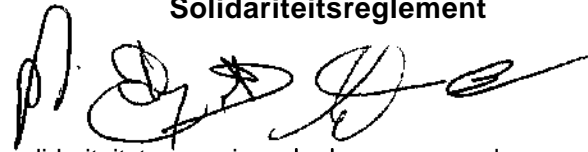
Het solidariteitsfonds wordt gefinancierd door:

- De bijdrage solidariteitstoezegging. Deze wordt vóór de verschuldigheidsdatum door de inrichter meegedeeld en wordt gestort op de bankrekening van de solidariteitsinstelling. De storting gebeurt elk kwartaal ten laatste op: 01/03, 01/06, 01/09 en 01/12. De solidariteitsinstelling stort deze bedragen onverwijld door in het solidariteitsfonds.
- De financiële resultaten die het fonds realiseert op het eigen vermogen.
- De solidariteitsprestatie bij overlijden in zoverre er geen begunstigde is.
- De solidariteitsprestatie bij overlijden in zoverre deze niet binnen de 3 jaar werd opgevraagd door de begunstigde.

### Artikel 13 Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds

Het vermogen van het solidariteitsfonds kan slechts worden aangewend voor de betaling van:

- solidariteitsprestaties in uitvoering van het solidariteitsreglement;
- verzekeringspremies in uitvoering van een verzekeringscontract dat het risico van één of meerdere solidariteitsprestaties dekt bij een verzekeraar;
- de kosten eigen aan het beheer van de solidariteitstoezegging.



Het vermogen moet conform het KB financiering solidariteitstoezegging deels aangewend worden voor het aanleggen van:

- voorzieningen voor lopende uitkeringen;
- vergrijzingsvoorzieningen voor fluctuaties van risico's in geval een met de leeftijd stijgende voorvalswet;
- voorzieningen om het hoofd te bieden aan afwijkingen met betrekking tot de risico's overlijden en invaliditeit.

Met betrekking tot de bestemming van de fondsen moet steeds voorafgaand het advies van de aangeduide actuaris ingewonnen zijn.

Indien de solidariteitsdekking verzekerd is bij een verzekeraar moeten geen voorzieningen worden aangelegd indien de aangeslotenen rechtstreekse begunstigden van de verzekeringsovereenkomst zijn. Indien de solidariteitsdekking verzekerd is bij een verzekeraar en de aangeslotenen geen rechtstreekse begunstigden van de verzekeringsovereenkomst zijn, kunnen de voorzieningen gedekt worden door een vordering op de verzekeraar. Het vermogen dat aangewend is als een voorziening kan niet aangewend worden voor de betaling van een solidariteitsprestatie.

Indien de activa van het solidariteitsfonds en de aangelegde voorzieningen de schulden niet dekken, legt het solidariteitsfonds aan de CBFA binnen een termijn van drie maanden een herstelplan voor met de maatregelen om die toestand te verhelpen.

#### **Artikel 14 Maatregelen bij mislukken van herstelplan en vereffeningmodaliteiten**

Indien de aangewezen actuaris in zijn advies vaststelt dat het herstelplan zoals opgesteld in uitvoering van het artikel "Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds" mislukt is, wordt de CAO van 22 december 2004 betreffende het sociaal sectoraal pensioenstelsel herzien. Deze herziening kan een wijziging of een beëindiging van de solidariteitstoezegging tot gevolg hebben. Deze herziening wordt onverwijld voorgelegd aan de CBFA.

#### **Artikel 15 Niet-betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging**

Indien de inrichter de bijdrage solidariteitstoezegging niet betaald heeft op de in het solidariteitsreglement voorziene vervaldagen, zal de solidariteitsinstelling ten vroegste 30 dagen na het verstrijken van de vervaldag de inrichter in gebreke stellen bij aangetekend schrijven.

Indien de inrichter binnen de 30 dagen na ingebrekestelling door de solidariteitsinstelling niet overgegaan is tot betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging, zal de solidariteitsinstelling de pensioeninstelling, de aangeslotenen en - indien solidariteitsprestaties verzekerd worden - de verzekeraar, van deze niet-betaling in kennis stellen bij gewoon schrijven. Dit doet geen inbreuk aan het recht van de solidariteitsinstelling om die premies gerechtelijk te vorderen.

Indien de niet-betaling van de bijdrage solidariteitstoezegging een onevenwicht in het solidariteitsfonds veroorzaakt, wordt gehandeld zoals omschreven in het artikel "Aanwending van het vermogen van het solidariteitsfonds".

## **6. INLICHTINGEN EN ADVIESVERPLICHTING**

### **Artikel 16 Jaarlijks advies van de aangeduide actuaris**

De aangeduide actuaris brengt jaarlijks advies uit over de financiering van het solidariteitsfonds en over de resultatenrekening en de balans van het solidariteitsfonds. Dit advies bevat ook zijn oordeel over de kosten en over de voorzieningen voor fluctuatie van de risico's en vergrijzing. Dit advies wordt uitgebracht aan het paritair beheerscomité of, bij ontstentenis, aan het toezichtscomité bedoeld in artikel 47 van de WAP.

### **Artikel 17 Jaarlijks transparantieverslag**

De solidariteitsinstelling stelt jaarlijks een transparantieverslag op omtrent haar beheer van de solidariteitstoezegging. Het transparantieverslag bevat de volgende informatie:

- de financieringswijze van de solidariteitstoezegging en de structurele wijzigingen hierin;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur van de solidariteitsinstelling;
- in voorkomend geval, de winstdeling.

Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek mededeelt aan de aangeslotene.

### **Artikel 18 Het solidariteitsreglement**

Het solidariteitsreglement wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek mededeelt aan de aangeslotene.

### **Artikel 19 Informatieverstrekking aan de aangeslotene**

De inrichter zal minstens éénmaal per jaar aan de aangeslotenen meedelen op welke solidariteitsprestaties zij recht hebben.

## **7. FISCALITEIT**

### **Artikel 20 Het bijzonder statuut bedoeld in artikel 10 van de WAP**

De solidariteitstoezegging wordt door de solidariteitsinstelling op een gedifferentieerde wijze beheerd zodat voor elke aangeslotene of diens begunstigde de toepassing van het specifieke regime inzake inkomstenbelastingen en met het zegel gelijkgestelde taksen gewaarborgd is, zowel inzake de behandeling van de bijdragen als de prestaties.

**Artikel 21 Beperking van de prestatie premievrijstelling**

Indien de bijdragen aan de pensioentoezegging in toepassing van de solidariteitstoezegging tot gevolg hebben dat het aanvullend pensioen - inclusief eventuele **winstdeelname** - **vermeerderd** met het wettelijk pensioen en andere aanvullende pensioenuitkeringen binnen de tweede pijler uitgedrukt in renten, hoger is dan 80% van de laatste normale bruto jaarbezoldiging, rekening houdend met de normale duurtijd van de beroepsbezigheid, dan wordt deze bijdrage beperkt. Dit overeenkomstig artikel 59 van het wetboek inkomstenbelasting 1992.

**Artikel 22 Fiscale en parafiscale inhoudingen**

De solidariteitsinstelling staat in voor het verrichten van de fiscale en sociale inhoudingen op de uitkeringen die zij **betaalt**, evenals voor het opstellen van de verschillende aangiftes.

**8. VERZEKERINGEN**

**Artikel 23 Verzekering van de solidariteitsprestatie bij overlijden van de aangeslotene**

De solidariteitsinstelling zal de solidariteitsprestatie in **geval** van **inkomstenverlies** bij overlijden tijdens de beroepsloopbaan (prestatie 3) verzekeren bij **ING Insurance NV** vanaf 1 januari 2005. Hiertoe sluit zij een verzekeringsovereenkomst af waarbij de aangeslotenen de verzekerden zijn.

De solidariteitsinstelling verbindt zich ertoe de modaliteiten van de verzekeringsovereenkomst na te leven.

**9. ALGEMENE BEPALINGEN**

**Artikel 24 Verplichtingen van de aangeslotene**

De aangeslotene maakt alle inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn om de solidariteitsinstelling in staat te stellen haar verplichtingen tegenover de aangeslotene of tegenover zijn begunstigde zonder uitstel na te komen, over aan de solidariteitsinstelling.

In geval één of meerdere solidariteitsprestaties verzekerd zijn bij een verzekeraar maakt de aangeslotene alle inlichtingen en bewijsstukken over aan de verzekeraar.

Indien de aangeslotene zijn verplichtingen niet nakomt dan ontslaat dit de solidariteitsinstelling en, in voorkomend geval de verzekeraar, van hun verplichtingen met betrekking tot de solidariteitsprestaties.

**Artikel 25 Verplichtingen van de solidariteitsinstelling ten opzichte van de CBFA**

De solidariteitsinstelling is ertoe gehouden de CBFA op eenvoudig verzoek alle inlichtingen mee te delen en alle documenten te verstrekken die de CBFA nodig heeft ter uitvoering van haar taak.

## **Artikel 26 Bescherming van de persoonlijke levenssfeer**

De aangeslotene **machtigt** de inrichter, **zowel** ten tijde van zijn aansluiting **als** tijdens de duur ervan, **alle** inlichtingen te verschaffen aan de solidariteitsinstelling of aan de verzekeraar die één of meerdere solidariteitsdekkingen verzekert die voor het opmaken en voor de uitvoering van dit reglement vereist zijn.

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en iedere latere wijziging die de dwingende bepalingen van deze wet vervangt en/of aanvult, kan de aangeslotene van zijn persoonsgegevens kennis **nemen** en ze indien nodig doen verbeteren.

De solidariteitsinstelling, in voorkomend **geval** de verzekeraar, is verantwoordelijk voor de verwerking.

## **Artikel 27 Toepasselijk recht**

De solidariteitsinstelling is onderworpen aan de wettelijke en **reglementaire** bepalingen die in België met betrekking tot het aanbieden van solidariteitsprestaties gelden. **Mocht** een partij buiten België gevestigd zijn, dan wordt er, indien toegelaten, door de partijen uitdrukkelijk gekozen voor de toepassing van het Belgisch recht.

## Pensioenreglement

**Maatschappelijke zetel**  
Sint-Michielswarande 70, 1040 Brussel  
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96  
E [info@inginsurance.be](mailto:info@inginsurance.be)  
ING Insurance NV, verzekeringsonderneming toegelaten door de CBFA onder codenummer 0051.

**Zetel Antwerpen**  
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen  
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87  
[www.inginsurance.be](http://www.inginsurance.be)

ING 320-0002736-90  
IBAN BE34 3200 0027 3690  
BIC BBRUBEBB  
RPR Brussel - BTW BE 0404.500.094



## **Pensioentoezegging**

### *Bijzondere voorwaarden*

Maatschappelijke zetel  
Sint-Michielswarande 70, 1040 Brussel  
T +32 2 738 97 11 F +32 2 738 98 96  
E [info@inginsurance.be](mailto:info@inginsurance.be)  
ING Insurance NV, verzekeringsonderneming toegelaten door de CBFA onder codenummer 0051.

Zetel Antwerpen  
Desguinlei 92, 2018 Antwerpen  
T +32 3 244 66 88 F +32 3 244 66 87  
[www.inginsurance.be](http://www.inginsurance.be)

ING 320-0002736-90  
IBAN BE34 3200 0027 3690  
BIC BBRUBEBB  
RFR Brussel - BTW BE 0404.500.094

## Inhoudsopgave

Artikel 1	Definities.....	4
Artikel 2	<b>Elementen</b> voor de berekening van de aanspraken.....	6
Artikel 3	Aansluiting.....	7
Artikel 4	Beëindiging van de aansluiting.....	8
Artikel 5	Aanspraken.....	9
Artikel 6	Verdaging van de <b>einddatum</b> .....	10
Artikel 7	<b>Premiebetaling</b> en verschuldigdheid van de <b>premies</b> .....	11
Artikel 8	<b>Uitkeringsmodaliteiten bij leven</b> van de aangeslotene op de einddatum.....	12
Artikel 9	Uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum.....	13
Artikel 10	Overrente.....	14
Artikel 11	Verworven prestaties en verworven <b>reserves</b> .....	15
Artikel 12	Fiscale aspecten verbonden aan de pensioentoezegging.....	16
Artikel 13	Uittreding.....	17
Artikel 14	Vervroegde vereffening.....	19
Artikel 15	Wijziging of beëindiging van de pensioentoezegging.....	20
Artikel 16	Slotbepalingen.....	21

**Artikel 1 Definities**

Voor de toepassing van dit pensioenreglement wordt verstaan onder:

Pensioenstelsel:

Het sectorale pensioenstelsel, bij CAO van 22 december 2004 ingericht in uitvoering van artikel 4 voor de werklieden die ressorteren onder het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

De CAO:

CAO van 22 december 2004 tot invoering van een sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de vlasbereiding, afgesloten in het paritair subcomité nr. 120.02 voor de vlasbereiding.

Inrichter:

Het Waarborg & Sociaal Fonds der Vlasbereiding, ingesteld in uitvoering van de CAO van 22 december 2004.

Pensioeninstelling:

In aanvulling van de algemene voorwaarden wordt gesteld dat het gaat om de verzekeringsinstelling die in uitvoering van CAO van 22 december 2004 door de inrichter werd aangeduid voor de uitvoering en het beheer van het sectorale pensioenstelsel.

Werkgever:

Worden als werkgever gedefinieerd, de onderneming die personeel tewerkstelt dat ressorteert onder het paritair comité nr. 120.02 en die valt onder het toepassingsgebied van de CAO van 22 december 2004.

Een derde werkgever:

Een derde werkgever is een onderneming die niet ressorteert onder het paritair comité nr. 120.02 en die niet valt onder het toepassingsgebied van de CAO van 22 december 2004.

Werknemer:

De natuurlijke persoon die een arbeidsovereenkomst heeft afgesloten met de werkgever.

Aangeslotene:

De actieve aangeslotene is de werknemer die behoort tot de personeelscategorie van de werkgever waarvoor de inrichter een pensioentoezegging heeft ingevoerd en die aan de aansluitingsvoorwaarden van de pensioentoezegging voldoet.

De passieve aangeslotene is de gewezen werknemer die nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet indien hij bij zijn uittreding verkozen heeft zijn verworven reserves zonder wijziging van de pensioentoezegging bij de pensioeninstelling te laten.

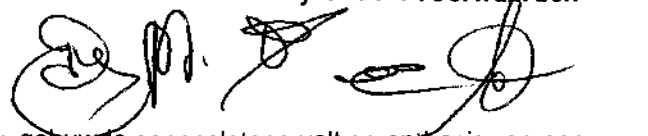
De rentegenieters worden voor de toepassing van dit pensioenreglement niet beschouwd als aangeslotene.

Gehuwde aangeslotene:

De aangeslotene die wettelijk gehuwd is en niet gerechtelijk van tafel en bed gescheiden is of in aanleg tot echtscheiding of gerechtelijke scheiding van tafel en bed.

Wettelijk geregistreerde samenwonende aangeslotene:

De aangeslotene die wettelijk geregistreerd samenwoont zoals bepaald in artikel 1475 tot en met artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek of, volgens gelijkaardige regelingen van buitenlands recht, wordt gelijkgesteld met een gehuwde aangeslotene.



Feitelijk samenwonende aangeslotene:

De aangeslotene die niet onder de definitie van **gehuwde** aangeslotene valt en op basis van een door de **gemeente** afgeleverd **bewijs** kan aantonen dat hij **samenwoont** met een partner in gezinsverband (gedomicilieerd op hetzelfde adres).

Partner:

Onder partner verstaat **men**:

- de echtgeno(o)t(e) van de gehuwde aangeslotene;
- de partner van de wettelijk geregistreerde samenwonende aangeslotene;
- de partner van de feitelijk samenwonende aangeslotene.

Alleenstaande aangeslotene:

De aangeslotene die geen partner heeft zoals hierboven omschreven.

Begunstigde:

De perso(o)n(en) in wiens voordeel de verzekerde prestaties bedongen zijn.

Werkgeversbijdrage:

- de storting door de werkgever voor de pensioentoezegging zoals in dit pensioenreglement omschreven en die wordt bijgehouden op een afzonderlijke individuele werkgeversrekening voor **elke** aangeslotene, zijnde de **werkgeversbijdrageovereenkomst**;
- de storting door de werkgever in het financieringsfonds van de pensioentoezegging.

Loon:

Het totale loon van de werkiieden onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen, zonder de verhoging van 8 % voor het vakantiegeld.

Solidariteitsreglement:

Het **reglement** waarin de regels en de verplichtingen inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging ingevoerd met de CAO van 22 december 2004 beschreven staan.

Premies:

In afwijking van de algemene voorwaarden omvatten de premies de werkgeversbijdragen en de bijdragen uit de solidariteitstoezegging

WAP:

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003).



**Artikel 2 Elementen voor de berekening van de aanspraken**

Ingangsdatum: 01/01/2004

Wijzigingsdatum: niet van toepassing

Trimestriële aanpassingsdata:

01/03

01/06

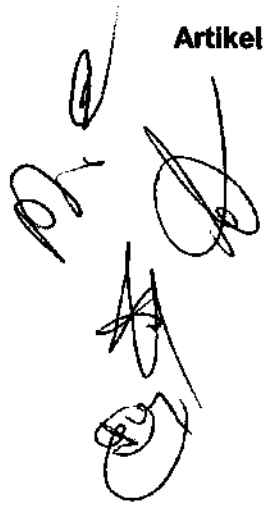
01/09

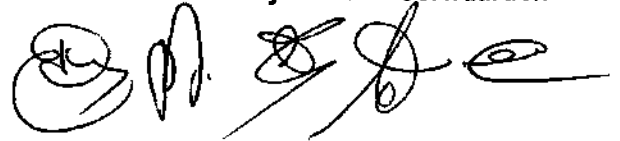
01/12

Op deze data worden de aanspraken van iedere aangeslotene herrekend in functie van de op dat tijdstip in aanmerking te nemen elementen voor de berekening van de aanspraken, zijnde het RSZ-loon zoals beschreven in de CAO.

Wijzigingen van de elementen voor de berekening van de aanspraken in de loop van een trimester hebben slechts uitwerking vanaf het eerstvolgende trimester.

Artikel 7 van de algemene voorwaarden is niet van toepassing voor dit pensioenregimeent.



Handwritten signatures and initials in black ink, including a large circular signature on the left and several smaller, more stylized signatures and initials to the right.

### Artikel 3 Aansluiting

Alle werknemers die behoren tot de personeelscategorie vermeld in de CAO in dienst van de werkgever waarop het pensioenstelsel van toepassing is, worden in deze pensioentoezegging opgenomen vanaf indiensttreding of toetreding tot betrokken personeelscategorie.

De administratieve aansluiting gebeurt op de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de datum waarop de werknemer aan de gestelde voorwaarden voldoet. De overlijdensdekking gaat in vanaf de datum waarop de aansluitingsvoorwaarden vervuld zijn.

De aansluiting geschiedt ten vroegste op 1 januari 2004.

Aansluiting is verplicht voor de werknemers aangeworven door de werkgever na 1 januari 2004, voor zover zij behoren tot de hiervoor omschreven personeelscategorie en aan de hiervoor omschreven aansluitingsvoorwaarden voldoen.

#### Artikel 4 Beëindiging van de aansluiting

De aansluiting wordt beëindigd op:

- de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de dag waarop de aangeslotene niet langer aan de definitie van aangeslotene en/of aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet en zijn verworven **reserves** de pensioentoezegging verlaten hebben;
- de eerste van de maand samenvallend met of volgend op de dag waarop de aangeslotene de dienst van de werkgever **vóór** de einddatum verlaat en zijn verworven **reserves** de pensioentoezegging verlaten hebben;
- de einddatum, zijnde de eerste van de maand volgend op de 65ste verjaardag van de aangeslotene;
- de **datum** van het overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum.

## Artikel 5 Aanspraken

Voor de actieve aangeslotene wordt voorzien:

- Werkgeversbijdragen

De trimestriële werkgeversbijdragen worden door de inrichter gefinancierd en zijn gelijk aan het bedrag betaalbaar in uitvoering van de sectorale CAO tot bepaling van de werkgeversbijdragen voor het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zoals deze op elk respectievelijk moment van kracht is. Op de ingangsdatum **geldt** de CAO.

De werkgeversbijdragen worden berekend door de inrichter en meegedeeld aan de pensioeninstelling **vóór** de trimestriële aanpassingsdatum waarop zij van toepassing zijn.

Voor die werknemers die op de ingangsdatum van het pensioenstelsel in dienst zijn van een werkgever, worden in uitvoering van artikel 10 van de CAO van 22 december 2004 de **reserves** opgebouwd in uitvoering van het pensioenstelsel ingericht door CAO van 14 december 1999 getransfereerd naar dit pensioenstelsel.

De werkgeversbijdragen worden aangewend in de verzekeringscombinatie uitgesteld kapitaal met tegenverzekering van de **reserves**.

Deze verzekeringscombinatie voorziet:

- bij **leven** van de aangeslotene op de **einddatum**: een pensioenkapitaal ten behoeve van de aangeslotene **zelf**.
- bij **overlijden** van de aangeslotene **vóór** de einddatum: een kapitaal-overlijden ten behoeve van de begunstigde omschreven in artikel "uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene **vóór** de einddatum". Dit kapitaal-overlijden is gelijk aan de som van de op de datum van overlijden van de aangeslotene reeds opgebouwde reserves in de werkgeversbijdrageovereenkomst, inclusief winstdeelnamereserves.
- Bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging

Overeenkomstig het solidariteitsreglement zullen bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging gestort kunnen worden. Deze bijdragen worden net zoals de werkgeversbijdragen op de afzonderlijke individuele rekening voor elke aangeslotene, zijnde de werkgeversbijdrageovereenkomst, gestort.

- Kapitaal-overlijden

Bij overlijden van de aangeslotene **vóór** de einddatum is er, ten behoeve van de begunstigde omschreven in artikel "uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene **vóór** de einddatum", een kapitaal-overlijden verschuldigd.

- Vrijwillige persoonlijke stortingen

In afwijking op de algemene voorwaarden kan een aangeslotene op geen enkel moment vrijwillige persoonlijke stortingen doen om de aanspraken van de op zijn leven gesloten verzekeringen te verhogen.





**Artikel 6 Verdaging van de einddatum**

Verdaging wordt niet in deze pensioentoezegging voorzien.



**Artikel 7 Premiebetaling en verschuldigheid van de premies**

De premies zijn trimestrieel betaikbaar door de inrichter aan de pensioeninstelling op de eerste dag van de derde maand van elk trimester, met dien verstande dat de eerste premie aangerekend wordt op de eerste dag van de derde maand van het derde trimester volgend op het trimester van aansluiting van de aangeslotene.

De trimestriële premie zal berekend worden op het loon dat werd uitbetaald aan de betrokken aangeslotene tijdens het derde trimester dat de betrokken verschuldigheidsdatum voorafgaat.

Ingeval van uittreding van de aangeslotene, of in geval van overlijden of pensionering, zal uiterlijk op de dag van de uittreding, het overlijden of de einddatum, een premie aangerekend worden welke als volgt berekend wordt:

$N * \text{RSZ-jaarloon} / 365 * \text{bijdragepercentage}$

waarbij:

- N = aantal kalenderdagen vanaf het laatste kwartaal waarvan het loon reeds gebruikt werd om er een premie mee te berekenen en tot de datum van respectievelijk uittreding, pensionering of overlijden.
- RSZ-jaarloon = het totale loon dat onderworpen is aan de sociale zekerheidsbijdragen - zonder de verhoging van 8 % voor het vakantiegeld - in de laatste vier kwartalen waarvan het loon reeds gebruikt werd om er een premie op te baseren.  
Indien de aangeslotene op datum van uittreding, overlijden of pensionering nog geen vier volledige kwartalen aangesloten was, wordt het loon van de periode waarin hij wel aangesloten was pro rata temporis omgezet naar het loon voor vier kwartalen.
- Bijdragepercentage = het percentage toe te passen op het loon conform artikel 9 van de CAO en eventuele latere wijzigingen.

De verschuldigheid van de premies stopt respectievelijk na de datum van uittreding, de datum van overlijden en de einddatum.

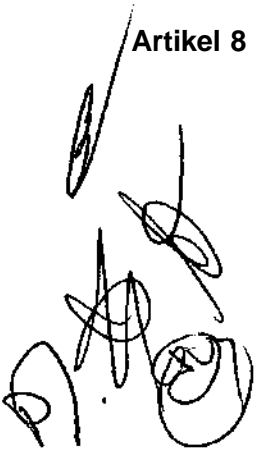
De bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging worden op de werkgeversbijdrageovereenkomst gestort met als verschuldigheidsdatum de datum vermeld in het solidariteitsreglement.

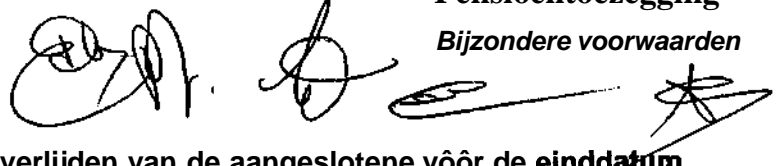
**Artikel 8 Uitkeringsmodaliteiten bij leven van de aangeslotene op de einddatum**

Het pensioenkapitaal, verhoogd met de winstdeelname op de werkgeversbijdrageovereenkomst, is betaalbaar bij leven van de aangeslotene op de einddatum en wordt indien nodig door de inrichter aangevuld tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving.

De pensioeninstelling betaalt dit kapitaal rechtstreeks aan de aangeslotene, na ontvangst van de door hem ondertekende kwijting opgemaakt door de pensioeninstelling.

De pensioeninstelling heeft het recht bij de uitkering een bewijs van leven te vragen van de begunstigde.





## Artikel 9 **Uitkeringsmodaliteiten bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum**

### Kapitaal-overlijden

Het kapitaal-overlijden, verhoogd met de **winstdeelname**, is betaalbaar op de **datum** van overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum en wordt rechtstreeks aan de begunstigde uitgekeerd.

De pensioeninstelling heeft het recht bij de uitkeringen een bewijs van leven te vragen van de begunstigde.

De begunstigde bij overlijden is bepaald met de volgende voorrangsorte:

- de partner;
- bij ontstentenis, de descendenten in de eerste graad van de aangeslotene of - bij plaatsvervulling - hun **afstammelingen**;
- bij ontstentenis, de ascendenten in de eerste graad van de aangeslotene;
- bij ontstentenis, de wettige **erfgenamen** van de aangeslotene, met uitsluiting van de Staat;
- bij ontstentenis, het "financieringsfonds" van deze pensioentoezegging.

Indien door bovenstaande rangorde **meer** dan één begunstigde aangeduid wordt, wordt het kapitaal-overlijden evenredig verdeeld over de verschillende begunstigten.

De vereffening van het kapitaal-overlijden gebeurt na ontvangst van de door de begunstigde ondertekende kwijting, opgemaakt door de pensioeninstelling.

In afwijking van de algemene voorwaarden kan de aangeslotene niet van bovenstaande rangorde afwijken en kan hij geen begunstigde bij naam aanduiden.

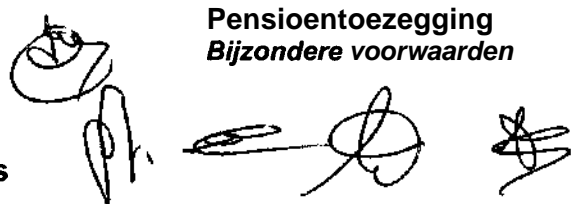
Artikel 10 Overrente

In tegenstelling tot de bepalingen in de algemene voorwaarden met betrekking tot de winstdeelname, geldt het volgende:

- In zoverre de pensioentoezegging een sociale sectorale pensioentoezegging is, zullen de werkgeversbijdragen en de solidariteitsbijdragen belegd worden in het sociale kanton tak 21 van de pensioeninstelling. In aanvulling van het gewaarborgde tarief, delen de individuele rekeningen en het financieringsfonds in het resultaat van dit sociale kanton conform de bepalingen van artikel 10, §1, 4° van de WAP.
- De overrente toegekend m.b.t. de reserves opgebouwd in de werkgeversbijdrageovereenkomst worden op deze overeenkomst gestort en worden aangewend als inventariskoopsommen voor de verzekering van een uitgesteld kapitaal met tegenverzekering van de reserves. De overrente wordt samen uitgekeerd met het pensioenkapitaal.

3

**Pensioentoezegging**  
**Bijzondere voorwaarden**

Handwritten signatures and initials in black ink, including a circular stamp and several scribbled-out marks.

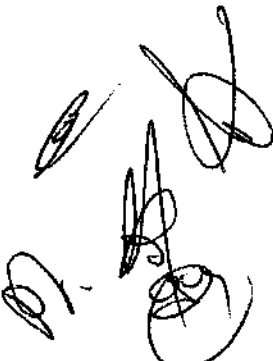
**Artikel 11 Verworven prestaties en verworven reserves**

De verworven **reserves** zijn de **reserves** op een bepaald ogenblik waarop de aangeslotene recht heeft **overeenkomstig** de pensioentoezegging. De verworven **reserves** zijn gelijk aan het bedrag dat zich op dat ogenblik op de werkgeversbijdrageovereenkomst van de aangeslotene bevindt.

De verworven prestaties zijn de prestaties waarop de aangeslotene aanspraak kan maken op de einddatum. De verworven prestaties worden **bekomen** door de **reserves** op de werkgeversbijdrageovereenkomst in functie van de verzekeringscombinatie en de leeftijd van de aangeslotene op de **trimestriële aanpassingsdatum** te kapitaliseren in functie van de tariefgrondslagen.

Indien de aangeslotene opteert om verworven **reserves** opgebouwd in het kader van een andere pensioentoezegging over te dragen naar deze pensioentoezegging dan kunnen deze overgedragen **reserves** nooit op de werkgeversbijdrageovereenkomst van deze pensioentoezegging worden **geplaatst**, maar worden zij steeds in de onthaalstructuur - verbonden met deze pensioentoezegging - ondergebracht.

## Artikel 12 Fiscale aspecten verbonden aan de pensioentoezegging



Ingevolge de fiscale wetgeving en de desbetreffend door de **Administratie** der Directe Belastingen uitgevaardigde richtlijnen **wordt** de aftrek van de werkgeversbijdragen slechts toegestaan voor zover het totaal bedrag naar aanleiding van pensionering, **uitgedrukt** in jaarlijkse rente

- van de door deze pensioentoezegging verzekerde uitkeringen,
- van het wettelijk rustpensioen,
- van de andere **buitenwettelijke** uitkeringen van dezelfde aard waarop de aangeslotene recht zal hebben, met **als** enige uitzondering de uitkeringen uit hoofde van door hem zelf onderschreven (aanvullende) individuele levensverzekeringscontracten,

niet **meer** bedraagt dan 80% van de laatste normale brutojaarbezoldiging, rekening houdend met een normale duurtijd van beroepsactiviteit.

Deze rente is indexeerbaar aan 2% en overdraagbaar aan de echtgeno(o)t(e) of de wettelijk geregistreerde samenwonende partner voor 80%.

De pensioeninstelling kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor enig nadelig fiscaal gevolg met betrekking **tot** de aftrekbaarheid van de werkgeversbijdragen voor de inrichter, indien dit rechtstreeks voortvloeit uit onjuiste informatie die door de inrichter of door de aangeslotene aan de pensioeninstelling verstrekt werd.

### Artikel 13 Uittreding

Uittreding is de beëindiging van de arbeidsovereenkomst tussen de aangeslotene en zijn huidige werkgever anders dan door overlijden of het bereiken van de einddatum, in zoverre de aangeslotene niet een nieuwe arbeidsovereenkomst heeft afgesloten met een andere werkgever die eveneens aan deze pensioentoezegging onderworpen is. De uittreder is de uitgetreden aangeslotene.

Bij uittreding van een aangeslotene is de inrichter ertoe gehouden uiterlijk binnen de termijn van één jaar de pensioeninstelling hiervan schriftelijk in kennis te stellen. De uittreder kan, indien hij dit wenst, de pensioeninstelling op een vroeger ogenblik schriftelijk in kennis stellen van zijn uittreding. Indien de uittreder vóór de termijn van één jaar terug in dienst getreden is van een werkgever, moet onderstaande procedure niet uitgevoerd worden. De pensioeninstelling deelt uiterlijk binnen de 30 dagen na de hiervoor vermelde kennisgeving de volgende gegevens mee aan de inrichter door middel van de uittredingsbrief:

- het bedrag van de verworven reserves, zo nodig aangevuld tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving;
- het bedrag van de verworven prestaties;
- de verschillende keuzemogelijkheden bij uittreding met vermelding of de overlijdensdekking al dan niet behouden blijft.

De inrichter stelt de aangeslotene onmiddellijk in kennis van de door de pensioeninstelling meegedeelde gegevens.

Bij uittreding worden de verworven reserves en prestaties berekend op basis van de wettelijke bepalingen en de elementen voor de berekening van de aanspraken die van toepassing zijn op de laatste trimestriële aanpassingsdatum vóór de uittreding.

Op het ogenblik van de uittreding wordt geen enkele vergoeding of verlies van winstdeelname ten laste gelegd van de aangeslotene of van de verworven reserves afgetrokken.

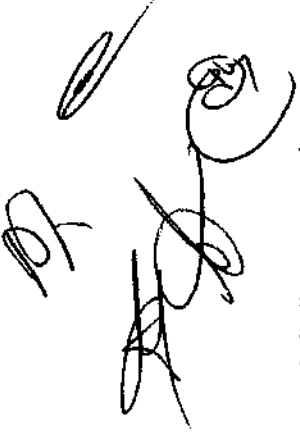
De inrichter is ertoe gehouden bij de uittreding de eventuele tekorten van de verworven reserves aan te zuiveren. Deze eventuele aanvulling zal om fiscale redenen steeds beschouwd worden als een werkgeversbijdrage.

Bij de uittreding van de aangeslotene zullen de in de vorige paragraaf gedefinieerde verworven reserves zo nodig door de inrichter aangevuld worden tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving. Deze eventuele aanvulling zal door de inrichter in het financieringsfonds van deze pensioentoezegging gestort worden indien niet voldoende fondsen aanwezig zijn of indien de aanwezige fondsen andere verbintenissen van de inrichter dekken. Pas van zodra de passieve aangeslotene de beslissing bekend maakt dat hij zijn verworven reserves naar een onthaalstructuur buiten deze pensioentoezegging of naar een andere pensioeninstelling wenst te transfereren, zal het op dat ogenblik geldende eventuele tekort t.o.v. de gegarandeerde bedragen aangezuiverd worden op de werkgeversbijdrageovereenkomst.

Bij uittreding heeft de aangeslotene de volgende keuzemogelijkheden met betrekking tot de verworven reserves, zo nodig aangevuld tot de bedragen gewaarborgd door de van toepassing zijnde wetgeving:

- bij deze pensioeninstelling laten zonder wijziging van de pensioentoezegging;
- in de onthaalstructuur gekoppeld aan dit pensioenreglement onderbrengen;
- overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die werkgever;



- 
- overdragen naar een pensioeninstelling die de totale winst onder de aangeslotenen in verhouding tot hun reserves verdeelt en de kosten beperkt volgens de regels vastgesteld door de Koning.

De aangeslotene moet zijn keuze binnen de 30 dagen na de kennisgeving door de inrichter schriftelijk **medelen** aan de pensioeninstelling. Na ontvangst van de keuze van de aangeslotene voert de pensioeninstelling de keuze van de aangeslotene uit binnen de 30 dagen. Wanneer de aangeslotene deze termijn heeft laten verstrijken wordt hij verondersteld te hebben gekozen voor de mogelijkheid om zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling te laten zonder wijziging van de pensioentoezegging.



#### Artikel 14 Vervroegde vereffening

De aangeslotene heeft het recht op de uitbetaling van zijn verworven reserves op de einddatum.

Vervroegde vereffening is het **opnemen** van de pensioenreserves door de aangeslotene vóór de einddatum.

Vervroegd vereffenen is ten vroegste mogelijk vanaf het ogenblik waarop hij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt en in zoverre de werknemer niet langer de hoedanigheid van aangeslotene heeft.

De vervroegd uit te betalen prestaties worden bepaald door de theoretische afkoopwaarde van de werkgeversbijdrageovereenkomst. De theoretische afkoopwaarde wordt voor 100% aangewend:

- in geval van vereffening in rente
- in geval van vereffening in kapitaal

in zoverre de aangeslotene zijn **voornemen** tot vervroegde vereffening ten minste 6 maanden op voorhand aan de pensioeninstelling heeft **meegedeeld**.

In afwijking op de algemene voorwaarden kan de aangeslotene op geen enkel ogenblik voorschotten op prestaties of in pandgevingen van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening opnemen of aanvragen.

**Artikel 15 Wijziging of beëindiging van de pensioentoezegging**

In afwijking van de algemene voorwaarden kan de beslissing tot wijziging of beëindiging van dit pensioenstelsel niet eenzijdig door de inrichter genomen worden, **maar moet elke beslissing tot beëindiging (opheffing) of wijziging van het pensioenstelsel genomen worden conform artikel 10, §1,3° van de WAP.**

## Artikel 16 Slotbepalingen

De bijzondere voorwaarden, de algemene voorwaarden en het benefit **statement** vormen **samen** het **pensioenreglement**. De eventuele bijlagen en aanhangsels aan de bijzondere voorwaarden vormen er een integrerend bestanddeel van.

De bepalingen van de bijzondere voorwaarden en de eventuele bijlagen en aanhangsels hebben evenwel voorrang op de algemene voorwaarden.

De pensioeninstelling behoudt zich het recht voor **alle** niet uitdrukkelijk door deze bijzondere voorwaarden voorziene kwesties te regelen in **overeenstemming** met de algemene voorwaarden.

Opgemaakt in tweevoud 15 juni 2005,